

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2332

[2004/201954]

**6 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 9;

Vu l'article 21, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 3, § 9, 4, 5, § 3, 6, 7, 8, 9, § 1<sup>er</sup>, 11, 16, 19, 21 et 23;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2002;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 et du 21 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 février 2000, 21 septembre 2000, 15 février 2001 et 10 janvier 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 32, alinéa 2;

Considérant, eu égard aux principes et objectifs du développement durable que le Gouvernement précise de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 4 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant que le Gouvernement lorsqu'il détermine de manière générale les conditions réglementaires visées à l'article 5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation des deniers publics de manière efficiente;

Considérant que le Gouvernement peut exclure certains investissements qui ne correspondent pas aux objectifs de prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes en la matière, de rattachement à des ressorts territoriaux considérés comme zones de développement et de maintien de ceux-ci en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emploi;

Que, plus particulièrement, la détermination des investissements exclus s'expliquent aussi par la difficulté d'évaluer leur valeur intrinsèque, voir leur caractère spéculatif, la volonté de promouvoir les investissements innovants ou, à tout le moins, ceux qui s'inscrivent dans une perspective durable, leur caractère accessoire dans la participation à l'exploitation de l'entreprise, la volonté d'éviter le détournement de la finalité d'octroi d'un incitant ainsi qu'en égard au fait que le montant de certains de ceux-ci sont en fait intégrés directement dans le prix de mise à disposition au consommateur ou récupérés par l'entreprise;

Vu la décision de la Commission européenne N/79/1999 du 25 octobre 2000 approuvant la carte des aides régionales pour la Belgique (2000-2006);

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable n° AV. 1110, donné le 15 octobre 2002;

Vu l'avis n° A. 686 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 21 octobre 2002;

Vu la décision de la Commission européenne du 11 juillet 2003 approuvant le régime d'aide N/16a/2003;

Vu la décision de la Commission européenne du 3 septembre 2003 approuvant le régime d'aide N/16b/2003;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 26 août 2002 et le 9 mars 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 24 juillet 2003 et le 11 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.778/2, donné le 14 avril 2004 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> le " décret " : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2<sup>o</sup> le " Ministre " : le Ministre qui a l'économie et les P.M.E. dans ses attributions;

3<sup>o</sup> l'" entreprise " : la très petite, la petite et la moyenne entreprise visées à l'article 3 du décret;

4<sup>o</sup> la " moyenne entreprise " : l'entreprise définie à l'article 3, § 3, du décret;

5<sup>o</sup> la " petite entreprise " : l'entreprise définie à l'article 3, § 4, du décret;

6<sup>o</sup> la " très petite entreprise " : l'entreprise définie à l'article 3, § 5, du décret;

7<sup>o</sup> la " spin off " : la petite ou moyenne entreprise visée à l'article 3, § 6, du décret;

8° le " cluster " : l'entreprise visée à l'article 13 du décret qui est issue d'une démarche de clustering telle que définie à l'article 12 du décret;

9° la " prime à l'investissement " : l'incitant visé à l'article 6 du décret;

10° la " prime à l'emploi " : l'incitant visé à l'article 7 du décret;

11° la " prime à la qualité " : l'incitant visé à l'article 8 du décret;

12° la " prime aux services de conseil " : l'incitant visé à l'article 9 du décret;

13° l'" exonération du précompte immobilier " : l'incitant visé à l'article 11 du décret;

14° l'" administration " : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

15° le " fonctionnaire délégué " : l'un des fonctionnaires visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, à savoir le directeur général, l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 2 et 3 dudit arrêté;

16° les " zones de développement " : les zones définies en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et par l'article 1<sup>er</sup>, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

17° le " code NACE-BEL " : la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national des statistiques (2<sup>ème</sup> édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993 et par le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001;

18° le " site d'activités économiques désaffecté " : un ensemble de biens, principalement des immeubles bâtis ou non bâtis, qui ont été le siège d'une activité économique, dont le maintien dans leur état actuel est contraire au bon aménagement du site tel que défini à l'article 167, 1, alinéas 3 et 4 Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

19° la " création d'entreprise " : la première implantation d'une entreprise ou d'un siège d'exploitation en Région wallonne ou toute création d'une nouvelle entité juridique;

20° le " développement de l'entreprise " : l'extension d'un ou de plusieurs sièges d'exploitation existant ou la création d'un nouveau siège d'exploitation par une entreprise qui possède déjà au moins un siège d'exploitation en Région wallonne;

21° l'" effectif d'emploi de départ " : la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans le siège d'exploitation concerné par la demande correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres précédant l'introduction de la demande.

Dans le cas d'une création d'entreprise dont les comptes n'ont pas encore été clôturés à la date de l'introduction de la demande, les données visées à l'article 3, 3° et 4°, font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.

## CHAPITRE II. — *Des incitants*

### Section 1<sup>re</sup>. — La prime à l'investissement

**Art. 2.** Le Ministre peut octroyer une prime à l'investissement à l'entreprise :

1° qui remplit les conditions visées à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret, telles que précisées à l'article 3;

2° dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou parties de secteurs exclus visés à l'article 4 du décret, telles que précisées à l'article 4;

3° remplissant les conditions visées à l'article 5;

4° présentant un programme d'investissements visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret :

a) qui n'est pas exclu conformément à l'article 6;

b) poursuivant un des objectifs visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret;

c) conduisant, à une création ou au développement d'une entreprise, telles que précisés à l'article 1<sup>er</sup>, 19° et 20°, à l'augmentation de la valeur ajoutée de la production telle que précisée à l'article 5 ou à la protection de l'environnement;

d) en vue d'assurer le maintien ou la création d'emplois.

**Art. 3.** On entend, au sens du décret, par :

1° le " siège d'exploitation " : l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par l'article 2 de la loi du 3 mai 2003 et à l'article 49, alinéa 2, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié par l'article 6 de la loi du 3 mai 2003;

2° l'" effectif d'emploi " : la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres précédant l'introduction de la demande;

3° le " chiffre d'affaires annuel " : celui afférent au dernier exercice clôturé de douze mois précédant l'introduction de la demande;

4° le " total du bilan annuel " : le total figurant au bilan afférent au dernier exercice clôturé de douze mois précédant l'introduction de la demande;

5° la " personne morale de droit public " : la personne morale créée et contrôlée par les pouvoirs publics et jouissant de pouvoirs propres en vue de la satisfaction d'un intérêt public ou d'intérêts publics spécifiques;

6° l'" association sans but lucratif " : l'association visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

7° les " sociétés publiques de participation " : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société fédérale d'Investissement, les Sociétés régionales d'investissement et leurs filiales;

8° les " sociétés de capital à risque " : les sociétés d'investissement, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi fonds propres et notamment sous la forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

9° les " investisseurs institutionnels " : les banques, compagnies d'assurances, fonds de placement et fonds de développement régional et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

10° les " institutions universitaires ", les institutions visées par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités en ce compris leurs centres de recherche.

**Art. 4.** L'entreprise et le programme d'investissements afférent aux domaines d'activités exclus du bénéfice de la prime en vertu de l'article 4 du décret sont précisés par rapport aux secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes :

1° 10.10 à 10.30, 11, 12, 23.30, 40.10 à 40.30 et 41 du code NACE-BEL;

2° 50.10 à 50.50 du code NACE-BEL, à l'exception des investissements affectés par ces entreprises aux activités de production et de transformation;

3° 51.11 à 51.19 du code NACE-BEL;

4° 52.11 à 52.74 du code NACE-BEL, à l'exception des investissements affectés par ces entreprises aux activités de production et de transformation;

5° 55.21 à 55.52 du code NACE-BEL, à l'exception de la sous-classe 55.231 du code NACE-BEL;

6° 60.10 à 60.23 du code NACE-BEL;

7° 63.30 du code NACE-BEL;

8° 65 à 70.32 du code NACE-BEL;

9° 71.10 à 71.40 du code NACE-BEL;

10° 80.10 à 80.42 du code NACE-BEL ainsi que les activités qui consistent en la délivrance de cours de formation;

11° 85.11 à 85.32 du code NACE-BEL;

12° 92 du code NACE-BEL, à l'exception des classes 92.11, 92.53 et de la sous-classe 92.332 du code NACE-BEL ainsi que des exploitations de curiosités touristiques;

13° 93 du code NACE-BEL, à l'exception de la sous-classe 93.011 du code NACE-BEL;

14° 95 du code NACE-BEL;

15° les professions libérales ou associations formées par ces personnes;

16° les entreprises d'exploitation de parkings;

17° les pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie;

18° les exploitants agricoles et les sociétés coopératives de transformation et de commercialisation ayant accès aux aides à l'agriculture.

Le Ministre peut préciser le contenu des divisions, classes ou sous-classes exclus ainsi que les notions visées aux points 2°, 4°, 10°, 12°, 15° à 18°, de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La référence au code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités. Celle-ci peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes.

**Art. 5.** L'entreprise qui sollicite le bénéfice de la prime à l'investissement remplit les conditions suivantes :

1° respecter la condition visée à l'article 15 du décret;

2° assurer un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, du traité instituant la Communauté européenne;

3° à l'exception de l'entreprise qui n'a pas trois exercices comptables clôturés au moment de l'introduction de la demande et de la très petite entreprise, ne pas présenter :

a) une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles, au cours des deux exercices comptables clôturés précédant l'introduction de la demande;

b) par suite de pertes à la date de clôture de l'exercice comptable clôturé précédant l'introduction de la demande, un actif net réduit à un montant inférieur aux deux tiers du capital social.

A l'exception de la moyenne entreprise qui n'a pas trois exercices comptables clôturés au moment de l'introduction de la demande, la moyenne entreprise doit, en outre, dégager une valeur ajoutée au moins égale à 20 % de son chiffre d'affaires.

La valeur ajoutée est calculée sur base de l'exercice comptable clôturé qui précède la prise en considération du programme d'investissements visée à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sont admis les investissements :

1° portant sur :

a) des terrains et bâtiments, à l'exception du leasing opérationnel pour des immeubles par nature, qui figurent à l'actif du bilan dans la rubrique " immobilisés ";

b) du matériel acquis à l'état neuf et aux frais accessoires y afférents;

c) des dépenses liées au transfert de technologie sous forme d'acquisition, de dépôt ou de maintien de brevets, de licences d'exploitation ou de connaissances techniques brevetées ou de connaissances techniques non brevetées dont la valeur est attestée par un réviseur d'entreprises;

2° s'élevant au moins à un montant calculé comme suit :

Effectif d'emploi	Très petite entreprise	Petite entreprise	Moyenne entreprise
Moins de 10	25.000 euros	50.000 euros	75.000 euros
10 à moins de 20		50.000 euros	100.000 euros
20 à moins de 30		75.000 euros	125.000 euros
30 à moins de 40		100.000 euros	125.000 euros
40 à moins de 50		125.000 euros	150.000 euros
50 à moins de 75			150.000 euros
75 à moins de 100			200.000 euros
100 à moins de 125			250.000 euros
125 à moins de 150			300.000 euros
150 à moins de 175			350.000 euros
175 à moins de 200			400.000 euros
200 à moins de 250			500.000 euros

3° s'élevant, en ce qui concerne l'entreprise dont l'activité est visée à l'article 4, 18°, et pour les investissements visés au littéra c) du point 1°, à 12 % du montant total du programme d'investissements en ce non compris le montant des dépenses visées au littéra c) du point 1°;

4° s'élevant, à l'exception de l'entreprise qui n'a pas clôturé trois exercices comptables au moment de l'introduction de la demande et de la très petite entreprise, à 125 % de la moyenne des amortissements, éventuellement recalculés sur le mode linéaire au taux normal, des trois exercices comptables clôturés précédant l'introduction de la demande;

5° portant sur des brevets et licences comptabilisés à la valeur de cession, sans pouvoir excéder la valeur comptable, en ce qui concerne l'entreprise qui acquiert la totalité des actifs immobilisés d'une entreprise dont l'effectif d'emploi est inférieur à dix personnes.

Les investissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, c), doivent être acquis aux conditions du marché auprès d'un tiers à l'entreprise et faire l'objet, le cas échéant, de garanties contractuelles d'une durée correspondant à la période d'amortissement de l'investissement concerné.

Le calcul de la moyenne des amortissements visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, peut, le cas échéant, être calculé sur base des amortissements réalisés par un siège d'exploitation concerné par le programme d'investissements.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, après cession le cédant ne peut détenir plus de 25 % des parts ou actions dans l'entreprise.

§ 2. Sont exclus les investissements :

1° comportant des investissements en immeubles qui ne sont pas utilisés à des fins professionnelles par l'entreprise dans les six mois qui suivent leur achat ou leur achèvement.

2° relatifs :

a) à la marque, au stock, au goodwill, à la clientèle, à l'enseigne, au pas-de-porte, à la reprise de bail, à l'acquisition de participations;

b) au matériel ou mobilier d'occasion sauf s'ils sont reconditionnés et réalisés par une très petite entreprise lors de sa première installation ou s'ils sont acquis par une entreprise visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

c) au matériel reconditionné;

d) au matériel de chantier pour les entreprises dont les activités sont reprises à la division 45 du code NACE-BEL, à l'exception de la très petite entreprise pour autant que ce matériel soit utilisé principalement en Région Wallonne;

e) au matériel ou mobilier d'exposition ou de démonstration;

f) au matériel roulant dont la charge utile est égale ou inférieure à 3,5 tonnes et le matériel de transport de personnes;

g) au matériel de transport dans les secteurs visés aux classes 60.10 à 60.30 du code NACE-BEL;

h) aux aéronefs;

i) aux terrains et bâtiments acquis par l'entreprise à un de ses administrateurs, actionnaires ou à une personne juridique faisant partie du même groupe que l'entreprise;

j) aux emballages consignés;

k) aux pièces de rechange;

l) aux conciergeries;

m) aux villas et appartements témoins et à leur mobilier;

n) au matériel, au mobilier ou à l'immobilier destiné à la location;

o) au matériel, au mobilier ou à l'immobilier de remplacement.

Le Ministre peut préciser dans le détail les investissements visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le montant de la prime à l'investissement est calculé, en prenant en compte les éléments suivants, pondérés conformément aux articles 8 à 10 en pourcentages du programme d'investissements :

1° l'aide de base;

2° l'objectif de création d'emplois;

3° la qualité de l'emploi;

4° l'intérêt de l'activité;

5° la réalisation d'un investissement dans un site d'activité économique désaffecté.

§ 2. L'objectif de création d'emplois s'apprécie par rapport à l'effectif d'emploi de départ sans tenir compte :

1° dans le cas d'opérations de fusion, de scission, et de filialisation, des membres du personnel transférés de l'entreprise préexistante à l'opération de constitution de la nouvelle entité juridique;

2° des membres du personnel qui sont occupés par une entreprise détenant au moins 25 % du capital ou exerçant un pouvoir de contrôle au sein de l'entreprise sollicitant la prime à l'investissement ainsi que des membres du personnel transférés d'une entreprise faisant partie du même groupe.

L'objectif de création d'emplois est :

1° limité à 300.000 euros d'investissements par emploi créé;

2° atteint, durant un trimestre de référence fixé par l'entreprise, au plus tard deux ans après la fin du programme d'investissements;

3° maintenu en moyenne durant seize trimestres, en ce compris le trimestre de référence.

§ 3. La qualité de l'emploi s'apprécie, notamment en fonction des critères suivants :

1° la formation des travailleurs;

2° la santé, la sécurité et l'environnement du travail;

3° la flexibilité du travail en ce compris l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée;

4° le dialogue social et la participation des travailleurs;

5° l'égalité entre hommes et femmes.

§ 4. L'intérêt de l'activité s'apprécie en fonction des critères suivants :

1° l'approche innovante de l'investissement, à savoir :

a) la réalisation d'une spin off;

b) l'inscription active dans une démarche de clustering;

c) le développement d'un projet innovant;

d) la réalisation d'efforts particuliers dans les domaines de la recherche et du développement;

2° la première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise;

3° l'utilisation des meilleurs techniques disponibles au sens de la Directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution transposée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées;

4° l'activité de l'entreprise relève d'un des domaines d'activités spécifiques suivants :

a) les services aux entreprises;

b) la biotechnologie;

c) le pharmaceutique;

d) la production ou de la mise en œuvre de nouveaux matériaux;

e) les nouvelles technologies de l'information et de la communication, telles que l'informatique intelligente, le multimédia, les télécommunications, ainsi que la réception et la transmission;

f) l'aéronautique et le spatial;

g) la chimie;

h) la fabrication de matériel médical, de l'instrumentation scientifique, d'optique et de contrôle de procédures;

i) la valorisation des ressources naturelles;

j) les plastiques;

k) l'environnement;

l) l'utilisation rationnelle des énergies;

m) l'agroalimentaire;

n) le transport pour les investissements d'appui logistique;

o) la recherche et développement.

Le Ministre peut préciser les critères d'appréciation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, notamment, en utilisant en ce qui concerne les domaines d'activités spécifiques le code NACE-BEL qui constitue une présomption du secteur ou du domaine d'activités de l'entreprise. Celle-ci peut établir que le code NACE-BEL qui lui attribué ne correspond pas à son activité ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque - Carrefour des Entreprises susvisée des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes.

§ 5. Le Ministre limite le montant de la prime à l'investissement :

1° en fonction de l'intensité capitalistique du programme d'investissements;

2° en ce qui concerne l'entreprise qui relève du secteur du transport visé aux classes 60.10. à 60.23 du Code NACE-BEL, à 6,5 % ou à 15 % du programme d'investissements admis selon qu'il s'agit d'une moyenne ou d'une petite entreprise;

3° en ce qui concerne la moyenne entreprise, à 18 % en zone de développement et à 6,5 % hors zone de développement; le plafond de 18 % pouvant être dépassé de maximum 2 % si la moyenne entreprise réalise un investissement dans un site d'activité économique désaffecté;

4° en ce qui concerne la petite entreprise ou la très petite entreprise, à 18 % en zone de développement et à 13 % hors zone de développement; le plafond de 18 % pouvant être dépassé de maximum 2 % si la petite entreprise ou la très petite entreprise réalise un investissement dans un site d'activité économique désaffecté.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la moyenne entreprise située en zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 6 %;
- 2° l'objectif de création d'emplois en tenant compte de :
  - a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;
  - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;
  - c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;
- 3° la qualité de l'emploi : de 0 à 3 %;
- 4° l'intérêt de l'activité : de 0 à 4 % en fonction des critères suivants :
  - a) approche innovante : maximum 4 %
  - b) première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) utilisation des meilleurs techniques disponible : maximum 4 %;
  - d) appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %.
- 5° la réalisation d'un investissement sur un site d'activité économique désaffecté : 2 %.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la moyenne entreprise située hors zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 3,5 %;
- 2° l'objectif de création d'emplois en tenant compte de :
  - a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 0,5 %;
  - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 1 %;
- 3° la qualité de l'emploi : de 0 à 1 %;
- 4° l'intérêt de l'activité : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :
  - a) approche innovante : maximum 4 %;
  - b) première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) utilisation des meilleures techniques disponibles : maximum 4 %;
  - d) appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la petite entreprise située en zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 6 %;
- 2° l'objectif de création d'emplois en tenant compte de :
  - a) l'augmentation de l'emploi de 5 % à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;
  - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 % à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;
  - c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 6 %;
- 3° la qualité de l'emploi : de 0 à 3 %;
- 4° l'intérêt de l'activité : de 0 à 4 % en tenant compte des critères suivants :
  - a) approche innovante : maximum 4 %;
  - b) première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) utilisation des meilleures techniques disponibles : maximum 4 %;
  - d) appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %;
- 5° la réalisation d'un investissement sur un site d'activité économique désaffecté : 2 %.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la petite entreprise située hors zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 4 %;
- 2° l'objectif de création d'emplois en tenant compte de :
  - a) l'augmentation de l'emploi de 5 % à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 1 %;
  - b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 % à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 2 %;
  - c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % à 30 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 3 %;
  - d) l'augmentation de l'emploi de plus de 30 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ : 4 %;
- 3° la qualité de l'emploi : de 0 à 2 %;
- 4° l'intérêt de l'activité : de 0 à 4 % en tenant compte des critères suivants :
  - a) approche innovante : maximum 4 %;
  - b) première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) utilisation des meilleures techniques disponibles : maximum 4 %;
  - d) appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la très petite entreprise située en zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 13 %;
- 2° la première installation : 3 %;
- 3° l'intérêt de l'activité : de 0 à 3 % en tenant compte des critères suivants :
  - a) l'approche innovante : maximum 4 %;
  - b) la première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) l'utilisation des meilleures techniques disponibles : maximum 4 %;
  - d) l'appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %;
- 4° la réalisation d'un investissement sur un site d'activité économique désaffecté : 2 %.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 7, § 5, le Ministre ou le fonctionnaire délégué octroie la prime à l'investissement à la très petite entreprise située hors zone de développement en calculant son montant en prenant en compte les pourcentages cumulés du programme d'investissements admis comme suit :

- 1° l'aide de base : 10 %;
- 2° la première installation : 2 %;
- 3° l'intérêt de l'activité : de 0 à 2 % en tenant compte des critères suivants :
  - a) l'approche innovante : maximum 4 %;
  - b) la première implantation en Région wallonne ou la diversification de l'activité de l'entreprise : maximum 2 %;
  - c) l'utilisation des meilleures techniques disponibles : maximum 4 %;
  - d) l'appartenance à un domaine d'activités spécifique : maximum 2 %.

§ 3. La première installation, visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, correspond à la situation d'une entreprise dont l'attribution du numéro unique à la Banque-Carrefour des Entreprises visé par la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets entreprises agréés et portant diverses dispositions ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date de l'introduction de la demande.

Toutefois, il n'est pas tenu compte, pour le calcul du délai de vingt-quatre mois, des périodes passées dans les infrastructures définies à l'article 1<sup>er</sup>, 7 à 9 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

**Art. 11.** L'entreprise introduit une demande de prime à l'investissement auprès de l'administration avant de débiter son programme d'investissements. L'administration accuse réception de celle-ci dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise introduit auprès de l'administration un dossier sur base d'un formulaire type.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise augmenter le délai visé à l'alinéa 2.

**Art. 12.** L'administration peut adresser à l'entreprise, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai d'un mois afin de compléter son dossier.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, une lettre recommandée lui est adressée lui octroyant un nouveau délai d'un mois. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime à l'investissement, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3<sup>o</sup>, a), le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la prime à l'investissement, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Cette décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant une marge brute d'autofinancement positive.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3<sup>o</sup>, b), le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la prime à l'investissement, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Cette décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation bilantaire portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant un actif net supérieur aux deux tiers du capital social.

Si l'entreprise ne produit pas dans un délai de vingt quatre mois prenant cours à dater de la décision de suspension visée à l'alinéa 3 ou 4, une nouvelle situation financière ou bilantaire répondant aux caractéristiques définies aux alinéas 3 et 4, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime à l'investissement, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

**Art. 13.** Avant toute décision d'octroi de la prime à l'investissement et sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut accepter des investissements complémentaires au programme d'investissements ou autoriser une modification du programme d'investissements admis.

**Art. 14.** Le programme d'investissements débute dans un délai de six mois prenant cours à dater de la date de prise en considération de celui-ci visée à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup> et est réalisé dans un délai de quatre ans prenant cours à la même date.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise augmenter les délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 15.** Dans les quatre mois qui suivent, selon le cas la réception du dossier visée à l'article 11, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 12, alinéa 2, de la nouvelle situation financière visée à l'article 12, alinéa 3, ou de la nouvelle situation bilantaire visée à l'article 12, alinéa 4, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime à l'investissement. Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

**Art. 16.** Si le programme d'investissements admis est inférieur ou égal à 250.000 euros ou si sa durée de réalisation est inférieure à douze mois, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi, une demande de liquidation de la prime à l'investissement comprenant la preuve de la réalisation et du paiement de l'intégralité du programme d'investissements et la preuve du respect :

1° des législations et réglementations fiscales et sociales;

2° des législations et réglementations environnementales;

3° des conditions visées à l'article 5, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 5, 3°, b), la prime à l'investissement est prise en compte dans le calcul, au prorata du total du montant déjà liquidé, le cas échéant, pour les tranches précédentes et du montant à liquider pour la tranche concernée;

4° de l'objectif de création d'emplois fixé dans la décision d'octroi;

5° de la règle visée à l'article 5, 2°.

A défaut d'apporter les preuves du respect des législations et réglementations ainsi que des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3° et 5°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime à l'investissement pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> et 2° ainsi qu'aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 5°.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté les preuves du respect des législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° ainsi que des conditions à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 5° le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime à l'investissement notifié par l'administration. Sous réserve de l'application de l'article 18, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 19.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Si le programme d'investissements admis s'élève à plus de 250.000 euros et si sa durée de réalisation est supérieure à un an, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi, une demande de liquidation d'une première tranche de 50 % de la prime à l'investissement comprenant la preuve :

1° de la réalisation et du paiement ou une attestation type disponible auprès de l'administration et certifiée sincère et exacte par un réviseur d'entreprises, un expert comptable ou un comptable agréé de 40 % du programme d'investissements;

2° du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

3° du respect des conditions visées à l'article 5, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 5, 3°, b), les 50 % de la prime à l'investissements sont pris en compte dans le calcul;

4° de la réalisation, le cas échéant, de l'objectif de création d'emplois fixé dans la décision d'octroi;

A défaut d'apporter la preuve du respect des législations et réglementations ainsi que des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime à l'investissement pendant une durée maximale de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise par lettre recommandée en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ainsi qu'aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, si l'entreprise n'a pas apporté la preuve du respect des législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° ainsi que des conditions à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime notifié par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Sous réserve de l'application de l'article 18, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 19.

§ 2. Si le programme d'investissements admis s'élève à plus de 250.000 euros et si sa durée de réalisation est supérieure à un an, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi, une demande de liquidation du solde de la prime à l'investissement comprenant la preuve :

1° de la réalisation et du paiement de l'intégralité du programme d'investissements;

2° du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

du respect des législations et réglementations environnementales;

3° du respect des conditions visées à l'article 5, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime à l'investissement. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 5, 3°, b), les 50 % de la prime à l'investissements sont pris en compte dans le calcul;

4° de la réalisation, le cas échéant, de l'objectif de création d'emplois fixé dans la décision d'octroi;

5° de la règle visée à l'article 5, 2°.

A défaut d'apporter les preuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation du solde de la prime à l'investissement pendant une durée maximale de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision par lettre recommandée à l'entreprise en lui enjoignant de se conformer au respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté la preuve du respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime, notifié par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Sous réserve de l'application de l'article 18, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 19.

L'administration tient compte, le cas échéant, pour contrôler l'objectif de création d'emplois à hauteur de 10 % maximum de cet objectif, du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail intérimaire au sens de l'article 7 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise à disposition de travailleurs.



Après liquidation de la totalité de la prime, l'entreprise transmet trimestriellement à l'administration, les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale des seize trimestres qui suivent la fin de la réalisation du programme d'investissements ou qui suivent la date à laquelle l'objectif de création d'emplois doit être atteint. Le Ministre peut dispenser l'entreprise de cette transmission dès lors que l'administration a accès ces données.

**Art. 18.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime à l'investissement :

1° en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, des conditions visées à l'article 16 du décret et 2 du présent arrêté ou définies dans la décision d'octroi de la prime à l'investissement;

2° dans les cas visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret à condition :

a) que l'activité économique de l'entreprise soit poursuivie en Région wallonne;

b) que la prime à l'investissement et les investissements y afférents soient transférés dans la nouvelle entité juridique et soient maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés;

c) qu'en cas de licenciement, des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre;

3° en cas de demande préalable de l'entreprise relative à la cession ou à la modification de la destination ou des conditions d'utilisation des investissements.

**Art. 19.** En cas de retrait de la décision d'octroi de la prime à l'investissement, la récupération de celle-ci s'effectue à l'initiative de l'administration par toutes voies de droit.

En cas de retrait partiel de la décision d'octroi de la prime à l'investissement intervenant avant la liquidation de la totalité de celle-ci, la partie de la prime à l'investissement induite, pour autant qu'elle ne soit pas supérieure au solde restant à liquider, est déduite de la liquidation d'une ou de plusieurs tranches à venir.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut en limiter, dans les cas où les faits donnant lieu à récupération ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, la récupération de la prime à l'investissement à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une prime à l'investissement et le nombre d'années prévu à l'article 17 du décret, sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation du programme d'investissements jusqu'au jour de l'événement justifiant l'annulation de la prime à l'investissement.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime à l'investissement lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

#### Section 2. — La prime à l'emploi

**Art. 20.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, en tenant compte du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis, octroyer la prime à l'emploi à la très petite entreprise :

1° qui respecte les conditions visées à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret telles que précisées à l'article 3;

2° dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou parties de secteurs exclus telles que précisées à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12°;

3° qui apporte la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

4° qui sans même procéder à des investissements, réalise une création nette d'emploi.

Par création nette d'emploi, on entend le personnel supplémentaire déterminé par la comparaison entre la moyenne des travailleurs occupés par la très petite entreprise au cours des quatre trimestres qui suivent et les quatre trimestres qui précèdent le trimestre de référence visé à l'article 22.

Pour la détermination du personnel supplémentaire, il n'est pas tenu compte des membres du personnel occupés par des entreprises détenant au moins 25 % du capital ou exerçant un pouvoir de contrôle au sein de la très petite entreprise sollicitant la prime à l'emploi.

**Art. 21.** Le montant de la prime à l'emploi est fixé à 3.250 euros par emploi créé ou à 5.000 euros pour le premier travailleur, à savoir la personne engagée dans les liens d'un contrat de travail avec la très petite entreprise calculé comme une unité de travail (U.T.A.)

Le nombre de primes à l'emploi est limité au personnel supplémentaire qui augmente l'effectif d'emploi à concurrence de moins de dix emplois.

**Art. 22.** La très petite entreprise introduit par trimestre une demande de prime à l'emploi auprès de l'administration, au moyen d'un formulaire type disponible auprès de celle-ci, au plus tard le dix-huitième mois qui suit le trimestre au cours duquel le ou les emplois ont été créés, ci-après dénommé le " trimestre de référence ".

L'administration accuse réception de la demande de prime à l'emploi dans les quinze jours à dater de la réception de la demande.

**Art. 23.** Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime à l'emploi. Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

**Art. 24.** La prime à l'emploi est liquidée en une tranche, après que la très petite entreprise ait fourni la preuve du maintien du personnel supplémentaire au cours des quatre trimestres qui suivent le trimestre de référence en produisant les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou une attestation établie par un Secrétariat social agréé par le Ministre des Affaires Sociales. Le Ministre peut dispenser l'entreprise de cette transmission dès lors que l'administration a accès à ces données.

**Art. 25.** L'administration vérifie sur la base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou d'une attestation établie par un Secrétariat social agréé par le Ministre des Affaires Sociales que le personnel supplémentaire a été maintenu pendant les huit trimestres qui suivent le trimestre de référence. Le Ministre peut dispenser l'entreprise de cette transmission dès lors que l'administration a accès à ces données.

A défaut, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime à l'emploi notifiée à l'entreprise par l'administration. Sous réserve de l'application de l'alinéa 3, l'administration récupère la prime à l'emploi conformément à l'article 26.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime à l'emploi :

1° en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, des conditions visées à l'article 20;

2° dans les cas visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret à condition :

a) que l'activité économique de l'entreprise soit poursuivie en Région wallonne;

b) que la prime à l'emploi soit transférée dans la nouvelle entité juridique.

**Art. 26.** En cas de retrait de la décision d'octroi de la prime à l'emploi, la récupération de celle-ci s'effectue à l'initiative de l'administration par toutes voies de droit.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime à l'emploi lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

#### Section 3. — La prime à la qualité

**Art. 27.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à la qualité à l'entreprise qui :

1° respecte les conditions visées à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret telles que précisées à l'article 3;

2° dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou parties de secteurs exclus telles que précisées à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12 et 15°;

3° qui apporte la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

4° qui sans même procéder à des investissements réalise des actions favorables à la mise en place d'un système de gestion qualité telles que des démarches de certification qualité ou de management qualité.

**Art. 28.** La prime à la qualité est limitée à 5.000 euros.

Elle couvre en tout ou partie, à l'exception de celles visées à la Section IV, les coûts :

1° liés à l'acquisition d'études;

2° liés aux démarches de certification, en ce compris la réalisation de manuels adaptés;

3° liés à l'immobilisation du personnel participant à l'action jusqu'à concurrence du total des coûts visés aux points 1° et 2°.

**Art. 29.** L'entreprise introduit une demande de prime à la qualité auprès de l'administration au moyen d'un formulaire type disponible auprès de celle-ci. L'administration en accuse réception dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande.

**Art. 30.** Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime à l'investissement. Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'administration par l'entreprise.

**Art. 31.** La prime à la qualité est liquidée à l'entreprise par l'administration en une tranche sur base de factures ou d'estimation des coûts visés à l'article 28, alinéa 2, 2° et 3°.

**Art. 32.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède, pour les motifs visés à l'article 20 du décret ou en cas de non respect des conditions visées à l'article 27, au retrait de la décision d'octroi de la prime à la qualité notifiée à l'entreprise par l'administration et récupérée, sous réserve de l'application de l'article 33, par l'administration par toutes voies de droit.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime à la qualité lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

**Art. 33.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime à la qualité :

1° en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, des conditions visées à l'article 20 du décret;

2° dans les cas visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret à condition :

a) que l'activité économique de l'entreprise soit poursuivie en Région wallonne;

b) que la prime à la qualité soit transférée dans la nouvelle entité juridique et soit maintenue dans la destination pour laquelle elle avait été octroyée.

#### Section 4. — La prime aux services de conseil

**Art. 34.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer la prime aux services de conseil à l'entreprise dont l'effectif d'emploi ne dépasse pas cent travailleurs et

1° qui respecte les conditions visées à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret telles que précisées à l'article 3;

2° dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou parties de secteurs exclus telles que précisées à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12° et 15°;

3° qui apporte la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

4° qui sans même procéder à des investissements a recours à des services de conseil réalisés dans au moins un des domaines suivants :

a) gestion financière, comprenant notamment les aspects de rentabilité, d'équilibre financier, de coût, de prix, de prévision, d'établissement de tableaux de bord, ainsi que les relations avec les fournisseurs et la gestion des stocks;

b) gestion commerciale, comprenant notamment les politiques de produits, de distribution, d'environnement commercial et d'organisation des ventes;

c) politique industrielle, comprenant notamment la politique d'investissements et de production;

d) gestion de la qualité des produits;

e) gestion environnementale et en stratégie de développement durable, à l'exclusion des études d'incidence;

f) organisation et management, comprenant notamment l'optimalisation de l'organisation interne, la cohérence du management et la gestion des ressources humaines;

- g) informatique comprenant notamment le développement ou l'amélioration de l'infrastructure informatique;
- h) transmission d'entreprises.

**Art. 35.** La prime aux services de conseil est limitée à 50 % du montant des honoraires du conseil agréé sans pouvoir excéder 12.500 euros.

Le montant maximum des honoraires pris en considération s'élève à 620 euros par jour, hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais de déplacement éventuels du conseil sont à charge de l'entreprise.

L'entreprise choisit le conseil auquel elle souhaite faire appel au sein d'une liste reprenant, pour chaque domaine visé à l'article 34, les conseils agréés par la Commission visée à l'article 9, § 2, du décret.

**Art. 36.** L'entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime aux services de conseil selon un formulaire type disponible auprès de celle-ci. L'administration accuse réception de celle-ci dans les quinze jours de la réception de la demande.

Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de l'octroi de la prime aux services de conseil en vue de la réalisation, par un conseil, d'une étude préalable d'une durée maximale de trois jours.

Cette étude a pour but de procéder à un diagnostic global de l'entreprise et de préciser, parmi ceux visés à l'article 34, 4°, les domaines dans lesquels devrait s'opérer l'action de conseil.

**Art. 37.** Dans les quatre mois qui suivent la réception de l'étude visée à l'article 36, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime aux services de conseil accompagnée d'une convention déterminant les domaines dans lesquels s'opère l'action de conseil et la durée maximale de celle-ci. L'administration notifie la décision par lettre recommandée à l'entreprise.

A la fin de l'action de conseil, l'entreprise transmet un rapport à l'administration indiquant les recommandations du conseil ainsi que les perspectives de mises en oeuvre de celles-ci.

**Art. 38.** La prime aux services de conseil est liquidée à l'entreprise après la transmission de l'étude visée à l'article 36 ou du rapport visé à l'article 37 ainsi que des factures détaillant les prestations effectuées par le ou les conseil(s).

**Art. 39.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, pour les motifs visés à l'article 20 du décret, procéder au retrait de la décision d'octroi de la prime aux services de conseil, notifié à l'entreprise par l'administration. Celle-ci récupère, sous réserve de l'application de l'alinéa 3, la prime par toutes voies de droit.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime aux services de conseil lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime aux services de conseil :

1° en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, des conditions visées à l'article 20 du décret;

2° dans les cas visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret à condition :

a) que l'activité économique de l'entreprise soit poursuivie en Région wallonne;

b) que la prime aux services de conseil soit transférée dans la nouvelle entité juridique et soit maintenue dans la destination pour laquelle elle avait été octroyée.

#### Section 5. — L'exonération du précompte immobilier

**Art. 40.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer l'exonération du précompte immobilier à l'entreprise qui remplit les conditions visées à l'article 2.

La très petite entreprise peut bénéficier d'une exonération du précompte immobilier d'une durée de cinq ans.

La petite entreprise et la moyenne entreprise peuvent bénéficier d'une exonération du précompte immobilier :

1° d'une durée de trois ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements qui maintient l'effectif d'emploi de départ;

2° d'une durée de quatre ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements qui engendre une augmentation de l'effectif d'emploi de départ de 10 à 20 % ;

3° d'une durée de cinq ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements lié à sa création ou lorsque celui-ci engendre une augmentation de l'effectif d'emploi de départ de plus de 20 %;

4° d'une durée maximale de sept ans pour le matériel et l'outillage en cas de création d'une petite ou moyenne entreprise.

L'exonération du précompte immobilier est accordée pour autant que le montant minimum d'investissements admissibles visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, soit atteint.

**Art. 41.** L'entreprise sollicite le bénéfice de l'exonération de précompte immobilier selon la procédure visée aux articles 11 à 15. Toute décision d'exonération du précompte immobilier est notifiée à l'administration compétente qui en assure l'exécution.

**Art. 42.** En cas de non respect des conditions d'octroi de l'exonération, le Ministre prend une décision d'annulation de la décision d'octroi de l'exonération du précompte immobilier notifiée par l'administration à l'entreprise et à l'administration compétente qui en assure l'exécution.

#### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 43.** Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2002;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 et du 21 mai 1999;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 février 2000, 21 septembre 2000, 15 février 2001 et 10 janvier 2002.

**Art. 44.** Néanmoins, l'arrêté de l'Exécutif visé à l'article 43, 1°, reste d'application pour les demandes de prime d'emploi concernant les engagements de travailleurs réalisés avant le 30 juin 2004.

**Art. 45.** Le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

**Art. 46.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2332

[2004/201954]

#### **6. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere Art. 9;

Aufgrund Art. 21, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere der Artikel 3, § 9, 4, 5, § 3, 6, 7, 8, 9, § 1, 11, 16, 19, 21 und 23;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Art. 32.10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2002 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Art. 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 und 21. Mai 1999 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung von Art. 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2000, 21. September 2000, 15. Februar 2001 und 10. Januar 2002 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere Art. 32, Absatz 2;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung in Anbetracht der Grundsätze und Ziele der nachhaltigen Entwicklung die ausgeschlossenen Bereiche oder Teilbereiche genau festlegt, welche in Art. 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe erwähnt sind, um den Interessen von Betrieben nicht zu schaden, die bestimmten Unterbereichen angehören, die die Regierung für die regionale Entwicklung als wesentlich betrachtet;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung, wenn sie die in Art. 5, 2° und 3° erwähnten verordnungsmäßigen Bedingungen bestimmt, Ziele verfolgt, die an die Auswirkungen der Investierungsprogramme auf jede der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung gebunden sind;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, einen Mindestbeitrag zur Finanzierung der Programme zu leisten, auf das Bestreben nach einer Einbeziehung der Betriebe in die Verantwortung bei der Umsetzung ihrer Projekte sowie auf die allgemeinen Grundsätze in Zusammenhang mit dem gleichzeitigen Bezug mehrerer öffentlicher Zuschüsse zurückzuführen ist, und dies für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, eine gesunde Finanzlage aufzuweisen, in der Tat für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung dadurch erklärt werden kann, dass die Regierung Ziele verfolgt, die dem oberen Grundsatz einer zweckmäßigen Benutzung der öffentlichen Gelder unterliegen;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung befugt ist, bestimmte Investitionen auszuschließen, die der Zielsetzung einer ausgeglichenen Berücksichtigung der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, der einschlägigen Europäischen Regeln, der Bindung an geographische Gebiete, die als Entwicklungsgebiete betrachtet werden, und der Erhaltung der Investitionen zur Konsolidierung oder Schaffung von Arbeitsplätzen in diesen Gebieten nicht entsprechen;

In Erwägung der Tatsache, dass die Bestimmung der ausgeschlossenen Investitionen insbesondere auch auf die Schwierigkeit einer Beurteilung ihres eigentlichen Werts bzw. ihres spekulativen Charakters, auf den Willen, innovative Investitionen, oder zumindest, Investitionen mit einem nachhaltigen Charakter zu fördern, auf ihren laut nebensächlichen Charakter in ihrem Beitrag zur Betreibung des Unternehmens, auf den Willen, eine unzuständige Benutzung von Fördermitteln zu vermeiden sowie auf die Tatsache, dass der Betrag bestimmter Investitionen manchmal direkt im Verkaufspreis mit einkalkuliert oder auf irgendeine Weise vom Betrieb zurückgewonnen wird, zurückzuführen ist;

Aufgrund des Beschlusses der Europäischen Kommission N/79/1999 vom 25. Oktober 2000 zur Genehmigung der Karte der Fördergebiete in Belgien (2000-2006);

Aufgrund des am 15. Oktober 2002 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung Nr. AV. 1110;

Aufgrund des am 21. Oktober 2002 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.686;

Aufgrund des Beschlusses der Europäischen Kommission vom 11. Juli 2003 zur Genehmigung der Beihilferegelung N/16a/2003;

Aufgrund des Beschlusses der Europäischen Kommission vom 3. September 2003 zur Genehmigung der Beihilferegelung N/16b/2003;

Aufgrund der am 26. August 2002 und 9. März 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 24. Juli 2003 und 11. März 2004 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. April 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 36.778/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> das "Dekret": das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2<sup>o</sup> der "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

3<sup>o</sup> der "Betrieb": der Kleinst-, Klein- oder Mittelbetrieb im Sinne von Art. 3 des Dekrets;

4<sup>o</sup> der "Mittelbetrieb": der Betrieb im Sinne von Art. 3, § 3 des Dekrets;

4<sup>o</sup> der "Kleinbetrieb": der Betrieb im Sinne von Art. 3, § 4 des Dekrets;

4<sup>o</sup> der "Kleinstbetrieb": der Betrieb im Sinne von Art. 3, § 5 des Dekrets;

7<sup>o</sup> das "spin off"-Unternehmen": der Klein- oder Mittelbetrieb im Sinne von Art. 3, § 6 des Dekrets;

8<sup>o</sup> das "Cluster": der Betrieb im Sinne von Art. 13 des Dekrets, der aus einem Clustering-Vorgang, so wie in Artikel 12 bestimmt, entstanden ist;

9<sup>o</sup> die "Investitionsprämie": der Anreiz im Sinne von Art. 6 des Dekrets;

10<sup>o</sup> die "Beschäftigungsprämie": der Anreiz im Sinne von Art. 7 des Dekrets;

11<sup>o</sup> die "Qualitätsprämie": der Anreiz im Sinne von Art. 8 des Dekrets;

12<sup>o</sup> die "Prämie für Beratungsdienste": der Anreiz im Sinne von Art. 9 des Dekrets;

13<sup>o</sup> die "Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug": der Anreiz im Sinne von Art. 11 des Dekrets;

14<sup>o</sup> die "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

15<sup>o</sup> der "beauftragte Beamte": einer der in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region erwähnten Beamten, d.h. der Generaldirektor, der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché der Verwaltung, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 2 und 3 des besagten Erlasses;

16<sup>o</sup> die "Entwicklungsgebiete": die Entwicklungsgebiet im Sinne von Art. 3, § 1, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, sowie im Sinne von Art. 1, 10<sup>o</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

17<sup>o</sup> das "NACE-BEL-Verzeichnis": das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (2. Fassung 1998) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993 und die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001 auferlegt ist;

18<sup>o</sup> das "stillgelegte Gewerbebetriebsgelände": eine Einheit von Gütern, hauptsächlich aus bebauten oder unbebauten Grundstücken bestehend, die ein ehemaliger Wirtschaftsstandort sind und deren Beibehaltung in ihrem gegenwärtigen Zustand den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung zuwiderläuft, im Sinne von Art. 167, 1, Absätze 3 und 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

19<sup>o</sup> die "Unternehmensgründung": die erste Niederlassung eines Betriebs oder Betriebssitzes in der Wallonischen Region oder jede Schaffung einer neuen juristischen Person;

20<sup>o</sup> die "Betriebsentwicklung": die Erweiterung eines oder mehrerer bestehender Betriebssitze oder die Schaffung eines neuen Betriebssitzes durch einen Betrieb, der bereits über mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region verfügt;

21<sup>o</sup> die "Ausgangsbeschäftigtenzahl": die durchschnittliche Zahl der im Rahmen eines Arbeitsvertrags im vom Antrag betroffenen Betriebssitz beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von der Einreichung des Antrags.

Im Fall der Schaffung eines Betriebs, dessen Konten am Datum der Einreichung des Antrags noch nicht abgeschlossen worden sind, sind die in Art. 3, 3<sup>o</sup> und 4<sup>o</sup> erwähnten Daten Gegenstand einer gutgläubigen Bewertung im Laufe des Geschäftsjahres.

#### KAPITEL II — *Anreize*

##### *Abschnitt 1 — Die Investitionsprämie*

**Art. 2** - Der Minister ist befugt, um eine Investitionsprämie zu gewähren, unter der Voraussetzung, dass der Betrieb:

1<sup>o</sup> den in Artikel 3, §§ 1 und 2 des Dekrets, so wie in Art. 3 bestimmt, erwähnten Bedingungen genügt;

2<sup>o</sup> keine Tätigkeiten durchführt, die den in Art. 4 des Dekrets, so wie in Art. 4 bestimmt, ausgeschlossenen Bereichen oder Teilen von Bereichen angehören;

3<sup>o</sup> den in Artikel 5 erwähnten Bedingungen genügt;

4<sup>o</sup> ein Investitionsprogramm im Sinne von Art. 5, § 1 des Dekrets vorlegt,

a) das nicht in Durchführung von Art. 6 ausgeschlossen worden ist;

b) das eins der in Art. 5, § 1, 1° des Dekrets erwähnten Ziele verfolgt;

c) das zu einer Unternehmensgründung oder -entwicklung im Sinne von Art. 1, 19° und 20°, einer Erhöhung des Produktionsmehrwerts im Sinne von Art. 5, oder zu einem besseren Umweltschutz führt;

d) das zur Schaffung oder Erhaltung von Arbeitsstellen beiträgt.

**Art. 3** - Im Sinne des Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der "Betriebssitz": die technische Betriebseinheit im Sinne von Art. 14, § 1, Absatz 2, 1° des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft, abgeändert durch Art. 2 des Gesetzes vom 3. Mai 2003, und im Sinne von Art. 49, Absatz 2, 1° des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, abgeändert durch Art. 6 des Gesetzes vom 3. Mai 2003;

2° die "Beschäftigtenzahl": die Zahl (im Jahresdurchschnitt) der im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von der Einreichung des Antrags;

3° der "Jahresumsatz": der Umsatz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres von zwölf Monaten vor der Einreichung des Antrags;

4° die "Summe der Jahresbilanz": die Summe der Bilanz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres von zwölf Monaten vor der Einreichung des Antrags;

5° die "juristische Person üblichen Rechts": die juristische Person, die von den üblichen Behörden gegründet worden ist, und von ihnen kontrolliert wird, und die über Eigenbefugnisse verfügt zwecks der Befriedigung eines üblichen Interesses oder spezifischer üblicher Interessen;

6° die "Vereinigung ohne Erwerbszweck": die Vereinigung im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen;

7° die "üblichen Beteiligungsunternehmen": die üblichen Investitionsgesellschaften, d.h. die föderale Investitionsgesellschaft, die regionalen Investitionsgesellschaften und ihre Zweiggesellschaften;

8° die "Risikokapitalgesellschaften": die Investitionsgesellschaften, natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen, die eine regelmäßige Tätigkeit im Bereich der Risikokapitalinvestition ausüben, die den Betrieben als Eigenmittel oder Quasi-Eigenmittel investierte Gelder, insbesondere in der Form von Beteiligungen oder nachgeordneten Anleihen zur Verfügung stellen, was deren Betrag auch sei;

9° die "institutionellen Anleger": die Banken, Versicherungsgesellschaften, Investmentfonds und regionalen Entwicklungsfonds, unter der Voraussetzung, dass sie separat oder zusammen keinerlei Kontrolle über die Gesellschaft ausüben;

10° die "universitären Einrichtungen": die Einrichtungen im Sinne des Dekrets vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten einschließlich deren Forschungszentren.

**Art. 4** - Der Betrieb und das Investitionsprogramm für Tätigkeitsbereiche, die kraft Art. 4 des Dekrets vom Vorteil der Premie ausgeschlossen sind, werden unter Bezugnahme auf die Bereiche oder Teilbereiche, die in den folgenden Abschnitten, Klassen und Unterklassen erwähnt sind, bestimmt:

1° 10.10 bis 10.30, 11, 12, 23.30, 40.10 bis 40.30 und 41 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

2° 50.10 bis 50.50 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Investitionen dieser Betriebe für Produktions- und Verarbeitungstätigkeiten;

3° 51.11 bis 51.19 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

4° 52.11 bis 52.74 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Investitionen dieser Betriebe für Produktions- und Verarbeitungstätigkeiten;

5° 55.21 bis 55.52 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklasse 55.231 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

3° 60.10 bis 60.23 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

7° 63.30 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

8° 65 bis 70.32 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

9° 71.10 bis 71.40 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

10° 80.10 bis 80.42 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie die Tätigkeiten in Zusammenhang mit Ausbildungslehrgängen;

11° 85.11 bis 85.32 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

12° 92 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 92.11, 92.53 und der Unterklasse 92.332 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;

13° 93 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklasse 93.011 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

14° 95 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

15 freie Berufe und die Vereinigungen von Freiberuflern;

16° die Parkplatzbetreibergesellschaften;

17° Pensionen für Tiere und alles in Zusammenhang mit Heimtieren;

18° die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber und die Genossenschaften, die Verarbeitungs- und Vermarktungstatigkeiten durchführen, und die Anspruch auf Agrarbeihilfen haben.

Der Minister kann den Inhalt der ausgeschlossenen Abschnitte, Klassen oder Unterklassen, sowie die in den Punkten 2°, 4°, 10°, 12°, 15° bis 18°, des Absatzes 1 erwähnten Begriffe näher bestimmen.

Die Bezugnahme auf das NACE-BEL-Verzeichnis lässt vermuten, dass der Betrieb oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört. Der Betrieb kann jedoch feststellen, dass die ihm zugeteilte Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere anderen Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.

**Art. 5** - Der Betrieb, der eine Investitionsprämie beansprucht, genügt den folgenden Bedingungen:

1° die in Art. 15 des Dekrets erwähnte Bedingung wird erfüllt;

2° mindestens 25% der Finanzierung des Investitionsprogramms müssen durch das Unternehmen geleistet werden, dies ohne jegliche öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne von Artikel 87, § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft als Beihilfe gelten könnte;

3° mit Ausnahme der Betriebe, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags keine drei Rechnungsjahre abgeschlossen haben und der Kleinstbetriebe, darf der Betrieb:

a) keinen Betriebsverlust verzeichnen, der den Betrag der Abschreibungen und Wertminderungen zu Aufwendungen für die Errichtung und zu Sachanlagen und immateriellen Anlagewerten übersteigt, dies während der zwei Rechnungsjahre vor der Einreichung des Antrags;

b) wegen Verlusten am Tag des Abschlusses des der Einreichung des Antrags vorangehenden Rechnungsjahres kein auf einen Betrag von weniger als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals reduziertes Nettoaktivvermögen aufweisen.

Mit Ausnahme der Mittelbetriebe, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags keine drei Rechnungsjahre abgeschlossen haben, muss der Mittelbetrieb zudem einen Mehrwert verzeichnen, der mindestens 20% seines Umsatzes entspricht.

Der Mehrwert wird aufgrund des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das der Berücksichtigung des Investitionsprogramms gemäß Art. 11, Absatz 1 vorangeht, gerechnet.

**Art. 6** - § 1. Um zugelassen zu werden, müssen die Investitionen:

1° Folgendes betreffen:

a) Grundstücke und Gebäude, mit Ausnahme des operationellen Leasings für Güter, die aufgrund ihrer Natur als unbeweglich gelten, die auf der Aktivseite der Bilanz in der Rubrik "Anlagevermögen" vermerkt werden;

b) neu eingekauftes Material und die sich darauf beziehenden Nebenkosten;

c) Ausgaben in Verbindung mit Technologietransfer, in der Form eines Patenterwerbs oder -antrags oder der Aufrechterhaltung eines Patents, oder von Lizenzen zur Benutzung eines Patents oder von patentierten oder auch nicht patentierten technischen Kenntnissen, deren Wert durch einen Betriebsrevisor bescheinigt wird;

2° mindestens einen wie folgt berechnet Betrag erreichen:

Beschäftigtenzahl	Kleinstbetrieb	Kleinbetrieb	Mittelbetrieb
Weniger als 10	25.000 Euro	50.000 Euro	75.000 Euro
10 bis weniger als 20		50.000 Euro	100.000 Euro
20 bis weniger als 30		75.000 Euro	125.000 Euro
30 bis weniger als 40		100.000 Euro	125.000 Euro
40 bis weniger als 50		125.000 Euro	150.000 Euro
50 bis weniger als 75			150.000 Euro
75 bis weniger als 100			200.000 Euro
100 bis weniger als 125			250.000 Euro
125 bis weniger als 150			300.000 Euro
150 bis weniger als 175			350.000 Euro
175 bis weniger als 200			400.000 Euro
200 bis weniger als 250			500.000 Euro

3° was die Betriebe angeht, deren Tätigkeitsbereich in Art. 4, 18° erwähnt ist und dies für die unter 1°, c) erwähnten Investitionen, sich auf 12% des Gesamtbetrags des Investitionsprogramms (ausschließlich des Betrags der Ausgaben unter 1°, c) belaufen,

4° sich auf 125% des durchschnittlichen Werts der ggf. nach dem linearen Verfahren zum normalen Satz wiederberechneten Abschreibungen der letzten drei vor der Einreichung des Antrags abgeschlossenen Rechnungsjahre belaufen, mit Ausnahme der Betriebe, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags drei Rechnungsjahre nicht abgeschlossen haben, und der Kleinstbetriebe;

5° die Investitionen, die Patente und Lizenzen betreffen, die zum Abtretungswert verbucht sind, ohne dass der Buchwert dabei überschritten werden darf, was die Betriebe betrifft, die die Gesamtheit des Anlagevermögens eines Betriebs erwerben, dessen Beschäftigtenzahl weniger als 10 Personen beträgt.

Die in Abs. 1, 1°, c) erwähnten Investitionen müssen zu den Marktbedingungen bei Drittpersonen getätigt werden und ggf. vertragliche Garantien aufweisen, deren Dauer der Abschreibungsdauer der betroffenen Investition entspricht.

Der in Absatz 1, 4° erwähnte durchschnittliche Wert der Abschreibungen kann ggf. auf der Grundlage der einzigen Abschreibungen eines Betriebssitzes, der durch das Investitionsprogramm betroffen ist, berechnet werden.

Im in Absatz 1, 5° erwähnten Fall, darf der Abtreter nach der Abtretung nach der Abtretung nicht mehr als 25% der Anteile oder Aktien des Betriebs besitzen.

§ 2. Die folgenden Investitionen werden ausgeschlossen:

1° die Investitionen, die Immobiliengüter umfassen, die vom Betrieb innerhalb sechs Monaten nach deren Anschaffung oder Fertigstellung nicht zu gewerblichen Zwecken benutzt werden.

2° die Investitionen betreffend:

a) die Marke, die Bestände, den Firmenwert, die Kundschaft, das Firmenzeichen, die Abstandszahlung, die Übernahme eines Mietvertrags, den Erwerb von Anteilen;

b) die Gebrauchtbetriebs- oder -geschäftsausstattung, außer wenn sie wiederaufbereitet und von einem Kleinstbetrieb bei seiner Erstiniederlassung hergestellt worden sind oder wenn sie von einem in § 1, Absatz 1, 5° erwähnten Betrieb erworben werden;

- c) wiederaufbereitetes Material;
  - d) das Baustellenmaterial für die Betriebe, deren Tätigkeitsbereich unter Abschnitt 45 des NACE-BEL-Verzeichnisses erwähnt ist, mit Ausnahme der Kleinbetriebe, unter der Voraussetzung, dass dieses Material hauptsächlich in der Wallonischen Region benutzt wird;
  - e) die Betriebs- oder Geschäftsausstattung für Ausstellungen und Vorführungen;
  - f) die Transportfahrzeuge mit einer Nutzlast gleich oder unter 3,5 Tonnen und die Personentransportfahrzeuge;
  - g) die Transportfahrzeuge in den Bereichen, die in den Klassen 60.10 bis 60.30 des NACE-BEL-Verzeichnisses erwähnt werden;
  - h) die Luftfahrzeuge;
  - i) die Grundstücke und Gebäude, die bei einem Verwalter, einem Aktionär oder einer juristischen Person, die zur selben Gruppe wie das Unternehmen gehört, gekauft werden;
  - j) die mit Pfand belegten Verpackungen;
  - k) die Ersatzteile;
  - l) die Hausmeisterwohnungen;
  - m) die Mustervillen und -wohnungen samt Mobiliar;
  - n) die für die Vermietung bestimmten Ausrüstungen, beweglichen und unbeweglichen Güter;
  - o) die als Ersatz dienenden Ausrüstungen, beweglichen und unbeweglichen Güter.
- Der Minister ist befugt, um die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Investitionen näher zu bestimmen.

**Art. 7 - § 1.** Der Betrag der Investitionsprämie wird unter Berücksichtigung der nachstehenden Elemente, die in Übereinstimmung mit Art. 8 bis 10 gewichtet werden, in Prozentsätzen des Investitionsprogramms berechnet:

- 1° die Grundbeihilfe;
- 2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen;
- 3° die Qualität der Beschäftigung;
- 4° das Interesse der Tätigkeit;
- 5° die Tätigkeit einer Investition in einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände.

§ 2. Das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen wird im Verhältnis zur Ausgangsbeschäftigtenzahl beurteilt, ohne folgende Elemente zu berücksichtigen:

- 1° bei Zusammenschlüssen, Spaltungen, Übernahmen von Unternehmen sowie der Bildung von Tochtergesellschaften: die Personalmitglieder, die zu den Betrieben gehörten, bevor die neue Rechtsform entstand;
- 2° Personalmitglieder, die in einem Betrieb beschäftigt sind, der wenigstens 25% des Kapitals oder eine Kontrollbefugnis innerhalb des Betriebs, der die Investitionsprämie beantragt, besitzt, sowie die von einem zur selben Gruppe gehörenden Unternehmen übernommenen Beschäftigten.

Das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen wird:

- 1° auf eine Investition von 300.000 Euro pro geschaffene Stelle beschränkt;
- 2° während eines vom Betrieb bestimmten Bezugsquartals spätestens zwei Jahre nach dem Ende des Investitionsprogramms erreicht;
- 3° im Durchschnitt während sechzehn Quartalen einschließlich des Bezugsquartals aufrechterhalten.

§ 3. Die Qualität der Beschäftigung wird insbesondere aufgrund der folgenden Kriterien beurteilt:

- 1° die Ausbildung der Arbeitnehmer;
- 2° die Arbeitsgesundheit, -sicherheit und -umwelt;
- 3° die Arbeitsflexibilität insbesondere hinsichtlich des Gleichgewichts zwischen Arbeits- und Privatleben;
- 4° der Dialog zwischen Sozialpartnern und die Beteiligung der Arbeitnehmer;
- 5° die Gleichstellung von Mann und Frau.

§ 4. Das Interesse der Tätigkeit wird nach folgenden Kriterien beurteilt:

- 1° innovativer Ansatz der Investition, d.h.:
  - a) die Schaffung eines "spin-off"-Unternehmens;
  - b) aktive Teilnahme an einem Clustering-Verfahren;
  - c) Entwicklung eines innovativen Projekts;
  - d) besondere Anstrengungen für Forschung und Entwicklung;
- 2° die Erstniederlassung in der Wallonischen Region oder die Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens;
- 3° die Anwendung der besten verfügbaren Techniken im Sinne der Richtlinie 96/61/EG des Rates vom 24. September 1996 über die integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung, umgesetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;
- 4° die Tätigkeit des Betriebs fällt unter einen der folgenden spezifischen Tätigkeitsbereiche:
  - a) Dienstleistungen an Unternehmen;
  - b) Biotechnologie;
  - c) pharmazeutische Industrie;
  - d) Produktion oder Anwendung von neuen Materialien;
  - e) neue Informations- und Telekommunikationstechnologien, wie z. B. die intelligente Datenverarbeitung, die Multimedia-Industrie, die Telekommunikation sowie die Empfangs- und Übertragungstechnologie;
  - f) Luft- und Raumfahrt;
  - g) Chemie;
  - h) die Fertigung von medizinischem Material, von Instrumenten für die Wissenschaft, die Optik und die Prozesskontrolle;



- i) die Nutzung der Naturschätze;
- j) Kunststoffe;
- k) Umwelt;
- l) die rationelle Energieverwendung;
- m) Agrarwirtschaft;
- n) Transport für Investitionen in Sachen logistische Unterstützung;
- o) Forschung und Entwicklung.

Der Minister kann die in Absatz 1 erwähnten Beurteilungskriterien bestimmen, insbesondere, was die spezifischen Tätigkeitsbereiche angeht, unter Verwendung des NACE-BEL-Verzeichnisses, das eine Vermutung des Sektors oder des Tätigkeitsbereichs des Betriebs darstellt. Der Betrieb kann feststellen, dass die ihm zugeteilte Code-Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere andere Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.

§ 5. Der Minister begrenzt den Betrag der Investitionsprämie:

1° je nach der Kapitalintensität des Investitionsprogramms;

2° was die Betriebe angeht, die dem Transportsektor gemäß den Klassen 60.10 bis 60.23 des NACE-BEL-Verzeichnisses angehören: auf 6,5% bzw. 15% des zugelassenen Investitionsprogramms je nachdem es sich um einen mittleren oder kleinen Betrieb handelt;

3° was die Mittelbetriebe angeht: auf 18% in einem Entwicklungsgebiet und auf 6,5% außerhalb eines Entwicklungsgebiets; die Höchstquote von 18% kann um höchstens 2% überschritten werden, wenn der Mittelbetrieb eine Investition in einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände tätigt;

3° was die Klein- oder Kleinstbetriebe angeht: auf 18% in einem Entwicklungsgebiet und auf 13% außerhalb eines Entwicklungsgebiets; die Höchstquote von 18% kann um höchstens 2% überschritten werden, wenn der Klein- oder Kleinstbetrieb eine Investition in einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände tätigt;

**Art. 8** - § 1. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Mittelbetrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 6%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

- a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;
- b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;
- c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Qualität der Beschäftigung: von 0 bis 3%;

4° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 4% aufgrund der folgenden Kriterien:

- a) innovativer Ansatz: höchstens 4%;
  - b) erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2%;
  - c) Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4%;
  - d) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%;
- 5° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%.

§ 2. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Mittelbetrieb, der sich außerhalb eines Entwicklungsgebiets befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe: 3,5% ;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

- a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 0,5% ;
- b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 1% ;

3° die Qualität der Beschäftigung: von 0 bis 1% ;

4° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) innovativer Ansatz: höchstens 4% ;
- b) erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2% ;
- c) Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4% ;
- d) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%

**Art. 9** - § 1. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinbetrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

1° die Grundbeihilfe 6%;

2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

- a) Erhöhung der Beschäftigung um 5% bis 10% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;
- b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;
- c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 6%;

3° die Qualität der Beschäftigung: von 0 bis 3%;

4° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 4% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:

- a) innovativer Ansatz: höchstens 4%;
  - b) erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2%;
  - c) Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4%;
  - d) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%;
- 5° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%.

§ 2. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinbetrieb, der sich außerhalb eines Entwicklungsgebiets befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

- 1° die Grundbeihilfe; 4%;
- 2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:
  - a) Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 1%;
  - b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 2%;
  - c) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20 bis 30% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 3%;
  - b) Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 30% zur Ausgangsbeschäftigtenzahl: 4%;
- 3° die Qualität der Beschäftigung: von 0 bis 2%;
- 4° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 4% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:
  - a) innovativer Ansatz: höchstens 4%;
  - b) erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2%;
  - c) Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4%;
  - d) Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%.

**Art. 10** - § 1. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinstbetrieb, der sich in einem Entwicklungsgebiet befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

- 1° die Grundbeihilfe; 13%;
- 2° die erste Niederlassung: 3%;
- 3° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 3% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:
  - a) innovativer Ansatz: höchstens 4%;
  - b) die erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder die Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2%;
  - c) die Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4%;
  - d) die Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%;
- 4° die Tätigkeit einer Investition auf einem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände: 2%.

§ 2. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 7, § 5 gewährt der Minister oder der beauftragte Beamte die Investitionsprämie an den Kleinstbetrieb, der sich außerhalb eines Entwicklungsgebiets befindet, indem bei der Berechnung des Betrags die kumulierten Prozentsätze des zugelassenen Investitionsprogramms wie folgt berücksichtigt werden:

- 1° die Grundbeihilfe: 10%;
- 2° die erste Niederlassung: 2%;
- 3° das Interesse der Tätigkeit: von 0 bis 2% unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:
  - a) innovativer Ansatz: höchstens 4%;
  - b) die erste Niederlassung in der Wallonischen Region oder die Diversifizierung der Tätigkeit des Unternehmens: höchstens 2%;
  - c) die Benutzung der besten verfügbaren Technik: höchstens 4%;
  - d) die Zugehörigkeit zu einem spezifischen Tätigkeitsbereich: höchstens 2%.

§ 3. Bei der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten ersten Niederlassung handelt es sich um die Situation eines Betriebs, deren Zuteilung der einzigen Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, im Sinne des Gesetzes vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von anerkannten Unternehmensschaltern und zur Einführung verschiedener Bestimmungen, am Tag der Einreichung des Antrags nicht auf mehr als 24 Monate zurückgeht.

Für die Berechnung dieser vierundzwanzigmonatigen Frist werden die Zeiträume, die in Infrastrukturen nach Art. 1, 7 bis 9 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten verbracht wurden, jedoch nicht berücksichtigt.

**Art. 11** - Bevor der Betrieb sein Investitionsprogramm startet, reicht er einen Antrag auf eine Investitionsprämie bei der Verwaltung ein. Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen worden; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 1 gemeinten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 2 erwähnte Frist verlängern.

**Art. 12** - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Akte kann die Verwaltung dem Betrieb ein Schreiben zukommen lassen, in dem sie die fehlenden Informationen beantragt und dem Betrieb eine Frist von einem Monat einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.

Hat der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Auskünfte innerhalb des Monats nicht übermittelt, so wird ihm ein Einschreiben zugeschickt, in dem ihm erneut eine einmonatige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Investitionsprämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit.

Wenn der Betrieb die in Art. 5, 3°, a) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Investitionsprämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit. Dieser Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein positives Cash-flow-Ergebnis aufweist.

Wenn der Betrieb die in Art. 5, 3°, b) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Investitionsprämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit. Dieser Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer Finanzausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein Nettoaktivvermögen aufweist, das höher als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals ist.

Wenn der Betrieb innerhalb vierundzwanzig Monaten ab dem in Absatz 3 oder 4 erwähnten Aufhebungsbeschluss keinen neuen Finanz- oder Bilanzausweis vorlegt, der den in Absatz 3 und 4 bestimmten Merkmalen entspricht, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Investitionsprämie, den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben zustellt.

**Art. 13** - Bevor jeglicher Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie gefasst wird, kann der Minister oder der beauftragte Beamte auf gebührend begründeten Antrag des Betriebs hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm annehmen oder eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms genehmigen.

**Art. 14** - Das Investitionsprogramm wird binnen sechs Monaten nach dem Datum dessen Inbezugnahme im Sinne von Art. 11, Absatz 1 eingeleitet und wird binnen vier Jahren ab diesem Datum durchgeführt.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 1 erwähnte Fristen verlängern.

**Art. 15** - Binnen vier Monaten nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 11, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 12, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 12, Absatz 3 oder der neuen Bilanzlage im Sinne von Art. 12, Absatz 4, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Investitionsprämie. Die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit.

**Art. 16** - Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro nicht überschreitet, oder wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen weniger als zwölf Monate ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie einen Antrag zur Auszahlung der Investitionsprämie ein; dieser Antrag enthält den Nachweis der Durchführung der Investition und der Zahlung des gesamten Investitionsprogramms sowie der Einhaltung:

1° der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

2° der umweltrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

3° der in Art. 5, 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorangeht. Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 5, 3°, b) erwähnte Bedingung einhält, wird die Investitionsprämie bei der Berechnung im Verhältnis zum ggf. für vorige Raten bereits ausgezahlten Betrag und zum für die betreffende Rate zu zahlenden Betrag berücksichtigt.

4° des Ziels der Schaffung von Arbeitsplätzen so wie in dem Gewährungsbeschluss festgelegt;

5° der in Art. 5, 2° festgelegten Regel.

Falls der Betrieb den Nachweis der Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Bestimmungen sowie der in Absatz 1, 1° bis 3° und 5° erwähnten Bedingungen nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Investitionsprämie während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss zu, wobei sie ihm vorschreibt, die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1, 1° und 2° sowie die in Absatz 1, 3° und 5° erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1, 1° und 2° sowie die in Absatz 1, 3° und 5° erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss zu. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 18, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 19.

**Art. 17** - § 1. Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro überschreitet und wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen mehr als zwölf Monate ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie einen Antrag zur Auszahlung einer ersten Tranche in Höhe von 50% der Investitionsprämie ein; dieser Antrag enthält den Nachweis:

1° der Durchführung und Zahlung von 40% des Investitionsprogramms, oder aber eine diesbezügliche, bei der Verwaltung verfügbare Musterbescheinigung, die von einem Betriebsrevisor, einem Buchsachverständigen oder einem zugelassenen Buchhalter als für richtig und vollständig bescheinigt wird;

2° der Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

3° der Einhaltung der in Art. 5, 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorangeht. Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 5, 3°, b) erwähnte Bedingung einhält, werden die 50% der Investitionsprämie bei der Berechnung mit berücksichtigt;

4° ggf. der Durchführung des im Gewährungsbeschluss bestimmten Ziels der Schaffung von Arbeitsplätzen;

Falls der Betrieb den Nachweis der Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Bestimmungen sowie der in Absatz 1, 1° bis 3° erwähnten Bedingungen nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Investitionsprämie während höchstens 12 Monaten ab der

Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss zu, wobei sie ihm vorschreibt, die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1, 2° sowie die in Absatz 1, 3° erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Absatz 2 angegebenen Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1, 1° und 2° sowie die in Absatz 1, 3° erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss per Einschreiben zu. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 18, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 19.

§ 2. Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro überschreitet und wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen mehr als zwölf Monate ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie einen Antrag zur Auszahlung des Restbetrags der Investitionsprämie ein; dieser Antrag enthält den Nachweis:

1° der Durchführung und Zahlung des gesamten Investitionsprogramms;

2° der Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

der Einhaltung der umweltrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

3° der Einhaltung der in Art. 5, 3° erwähnten Bestimmungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie vorausgeht.

Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 5, 3°, b) erwähnte Bedingung einhält, werden die 50% der Investitionsprämie bei der Berechnung mit berücksichtigt;

4° ggf. der Durchführung des im Gewährungsbeschluss bestimmten Ziels der Schaffung von Arbeitsplätzen;

5° der in Art. 5, 2° festgelegten Regel.

Falls der Betrieb die in Absatz 1 erwähnten Nachweise nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung des Restbetrags der Investitionsprämie während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben zu, wobei sie ihm vorschreibt, die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss dem Betrieb per Einschreiben zu. Unter Vorbehalt der Anwendung von Art. 18, fordert die Verwaltung die Prämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 19.

Zur Prüfung der Verwirklichung des Ziels bezüglich der Schaffung von Arbeitsplätzen berücksichtigt die Verwaltung ggf. eine Höchstzahl von im Rahmen eines Leiharbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 24. Juli 1987 über die Zeitarbeit, die Leiharbeit und die Bereitstellung von Arbeitskräften für Benutzer eingestelltem Personal, die 10% dieser Zielsetzung entspricht.

Nach der Auszahlung der gesamten Prämie übermittelt der Betrieb quartalsweise der Verwaltung die multifunktionalen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit für die sechzehn Quartale nach dem Ende der Durchführung des Investitionsprogramms, oder nach dem Datum, an dem das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen erreicht werden muss. Der Minister kann den Betrieb von der Pflicht dieser Übermittlung befreien, wenn sich herausstellt, dass die Verwaltung zu diesen Daten Zugang hat.

**Art. 18** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann den Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie aufrechterhalten:

1° wenn die Nichtbeachtung der in Art. 16 des Dekrets oder Art. 2 des vorliegenden Erlasses oder im Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt im Sinne von Art. 21, Absatz 1, 1° des Dekrets zurückzuführen ist;

2° in den in Art. 21, Absatz 1, 2° des Dekrets erwähnten Fällen, unter der Voraussetzung:

a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;

b) dass die Investitionsprämie und die entsprechenden Investitionen auf die neue juristische Person übertragen werden, und die Zweckbestimmung, für die die Prämie gewährt wurde, aufrechterhalten bleibt;

c) dass im Falle einer Kündigung Begleitmaßnahmen eingeleitet werden;

3° im Falle eines vorherigen Antrags des Betriebs bezüglich einer Abtretung oder Änderung der Zweckbestimmung oder der Benutzungsbedingungen der Investitionen.

**Art. 19** - Bei einem Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Investitionsprämie wird deren Beitreibung auf Initiative der Verwaltung über alle Rechtswege erzielt.

Bei einem teilweisen Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Investitionsprämie vor deren vollständigen Auszahlung, wird der nicht geschuldete Teil der Investitionsprämie von der Auszahlung einer oder mehrerer künftiger Tranchen abgezogen, unter der Voraussetzung, dass der nicht geschuldete Teil den noch auszuzahlenden Saldo nicht übertrifft.

In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Beitreibung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann der Minister oder der beauftragte Beamte die Beitreibung der Investitionsprämie auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das eine Investitionsprämie gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 17 des Dekrets begrenzen, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug der Prämie geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Investitionsprämie oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

#### Abschnitt 2 — Die Beschäftigungsprämie

**Art. 20** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann unter Berücksichtigung der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen einem Kleinbetrieb die Beschäftigungsprämie gewähren, wenn dieser Betrieb:

1° den in Artikel 3, §§ 1 und 2 des Dekrets, sowie in Art. 3 bestimmt, erwähnten Bedingungen genügt;

2° keine Tätigkeiten durchführt, die ausgeschlossenen Bereichen oder Teilen von ausgeschlossenen Bereichen, im Sinne von Art. 4, 1°, 8°, 10° bis 12°, zugehören;

3° den Beweis für die Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen erbringt;

4° selbst wenn er keine Investitionen tätigt, netto Arbeitsplätze schafft.

Unter netto Schaffung von Arbeitsplätzen versteht man das zusätzliche Personal, das sich durch den Vergleich ergibt zwischen der durchschnittlichen Zahl der im Kleinstbetrieb beschäftigten Arbeitnehmer im Laufe der vier Quartale, die dem in Art. 22 erwähnten Bezugsquartal folgen, und im Laufe der vier Quartale, die dem Bezugsquartal vorangehen.

Für die Bestimmung des zusätzlichen Personals werden die Personalmitglieder nicht berücksichtigt, die in Betrieben arbeiten, die wenigstens 25% des Kapitals halten oder innerhalb des Kleinstbetriebs, der die Beschäftigungsprämie beantragt, eine Kontrollbefugnis ausüben.

**Art. 21** - Der Betrag der Beschäftigungsprämie wird auf 3.250 Euro pro als Arbeitseinheit (JAE) geschaffenen Arbeitsplatz festgelegt, oder aber auf 5.000 Euro für den ersten Arbeitnehmer, d.h. die Person die im Rahmen eines Arbeitsvertrags mit dem Kleinstbetrieb eingestellt wird.

Die Zahl der Beschäftigungsprämien wird auf das zusätzliche Personal beschränkt, das die Beschäftigtenzahl um weniger als zehn Stellen erhöht.

**Art. 22** - Der Kleinstbetrieb reicht quartalsweise einen Antrag auf Beschäftigungsprämie bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular. Der Antrag muss spätestens am achtzehnten Monat nach dem Quartal, während dessen der oder die Arbeitsplätze geschaffen worden sind, das nachstehend das "Bezugsquartal" genannt wird, eingereicht werden.

Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf eine Beschäftigungsprämie bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

**Art. 23** - Innerhalb von vier Monaten nach der Zustellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Beschäftigungsprämie. Die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit.

**Art. 24** - Die Beschäftigungsprämie wird in einer einzigen Tranche ausgezahlt, nachdem der Kleinstbetrieb den Beweis für die Aufrechterhaltung des zusätzlichen Personals im Laufe der vier Quartale nach dem Bezugsquartal erbracht hat; diese Beweisführung erfolgt durch das Vorlegen der multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit oder einer von einem durch den Minister der sozialen Angelegenheiten anerkannten Sozialsekretariat aufgestellten Bescheinigung. Der Minister kann den Betrieb von der Pflicht dieser Übermittlung befreien, wenn die Verwaltung zu diesen Daten Zugang hat.

**Art. 25** - Auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit oder einer von einem durch den Minister der sozialen Angelegenheiten anerkannten Sozialsekretariat aufgestellten Bescheinigung prüft die Verwaltung, dass das zusätzliche Personal im Laufe der acht Quartale nach dem Bezugsquartal aufrechterhalten worden ist. Der Minister kann den Betrieb von der Pflicht dieser Übermittlung befreien, wenn die Verwaltung zu diesen Daten Zugang hat.

Ist dies nicht der Fall, zieht der Minister oder der beauftragte Beamte den Beschluss zur Gewährung der Beschäftigungsprämie, der von der Verwaltung mitgeteilt worden war, zurück. Unter Vorbehalt der Anwendung von Absatz 3 fordert die Verwaltung die Beschäftigungsprämie zurück, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 26.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann den Beschluss zur Gewährung der Beschäftigungsprämie aufrechterhalten:

1° wenn die Nichtbeachtung der in Art. 20 angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt im Sinne von Art. 21, Absatz 1, 1° des Dekrets zurückzuführen ist;

2° in den in Artikel 21, Absatz 1, 2° des Dekrets erwähnten Fällen unter der Voraussetzung:

a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;

b) dass die Beschäftigungsprämie auf die neue juristische Person übertragen wird.

**Art. 26** - Bei einem Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Beschäftigungsprämie wird deren Beitreibung auf Initiative der Verwaltung über alle Rechtswege erzielt.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Beschäftigungsprämie oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

### Abschnitt 3 — Die Qualitätsprämie

**Art. 27** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine Qualitätsprämie an den Betrieb gewähren, der:

1° den in Artikel 3, §§ 1 und 2 des Dekrets, sowie in Art. 3 bestimmt, erwähnten Bedingungen genügt;

2° keine Tätigkeiten durchführt, die ausgeschlossenen Bereichen oder Teilen von ausgeschlossenen Bereichen im Sinne von Art. 4, 1°, 8°, 10° bis 12° und 15° zugehören;

3° den Beweis für die Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen erbringt;

4° selbst wenn er keine Investitionen tätigt, günstige Aktionen für die Einleitung eines Qualitätsmanagement-Systems durchführt, wie z.B. Schritte zur Qualitätsbescheinigung oder zum Qualitätsmanagement.

**Art. 28** - Die Qualitätsprämie ist auf 5.000 Euro begrenzt.

Sie deckt einen Teil oder die gesamten Kosten (mit Ausnahme der im Abschnitt IV erwähnten Kosten):

1° für Studien;

2° für die Schritte zum Erzielen der Qualitätsbescheinigung, einschließlich der Aufstellung der geeigneten Anleitungen;

3° für die Inanspruchnahme des Personals, das an den Aktionen teilnimmt, bis höchstens zur Gesamtsumme der unter 1° und 2° erwähnten Kosten.

**Art. 29** - Der Betrieb reicht einen Antrag auf Qualitätsprämie bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular. Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

**Art. 30** - Innerhalb von vier Monaten nach der Zustellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Qualitätsprämie. Die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit.

**Art. 31** - Die Verwaltung zahlt dem Betrieb die Qualitätsprämie in einer Tranche auf der Grundlage von Rechnungen oder Preisveranschlagungen im Sinne von Art. 28, Absatz 2, 2° und 3°.

**Art. 32** - Aus den in Art. 20 des Dekrets erwähnten Gründen und im Falle der Nichtbeachtung der in Art. 27 erwähnten Bedingungen, zieht der Minister oder der beauftragte Beamte den von der Verwaltung mitgeteilten Beschluss zur Gewährung der Qualitätsprämie zurück; vorbehaltlich der Anwendung von Art. 33 wird die Prämie durch jeglichen Rechtsweg von der Verwaltung beigetrieben.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Qualitätsprämie oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

**Art. 33** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann den Beschluss zur Gewährung der Qualitätsprämie aufrechterhalten:

1° wenn die Nichtbeachtung der in Art. 20 des Dekrets angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt im Sinne von Art. 21, Absatz 1, 1° des Dekrets zurückzuführen ist;

2° in den in Artikel 21, Absatz 1, 2° des Dekrets erwähnten Fällen unter der Voraussetzung:

a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;

b) dass die Qualitätsprämie auf die neue juristische Person übertragen wird und für die Zweckbestimmung, für die sie gewährt worden war, aufrechterhalten wird.

#### *Abschnitt 4 — Die Prämie für Beratungsdienste*

**Art. 34** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann die Prämie für Beratungsdienste dem Betrieb gewähren, dessen Beschäftigtenzahl 100 Arbeitnehmer nicht übersteigt, und der:

1° den in Artikel 3, §§ 1 und 2 des Dekrets, sowie in Art. 3 bestimmt, erwähnten Bedingungen genügt;

2° keine Tätigkeiten durchführt, die den so wie in Art. 4, 1°, 8°, 10° bis 12° und 15° bestimmt, ausgeschlossenen Bereichen oder Teilen von Bereichen unterliegen;

3° den Beweis der Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen erbringt;

4° selbst wenn er keine Investitionen tätigt, an Beratungsdienste für wenigstens einen der folgende Bereiche appelliert:

a) Finanzverwaltung, u.a. hinsichtlich der Aspekte Rentabilität, finanzielles Gleichgewicht, Kosten, Preise, Vorausberechnung, Erstellung von Lageberichten, sowie Beziehungen mit Lieferanten und Lagerwirtschaft;

b) kaufmännische Geschäftsführung u.a. hinsichtlich der Produktpolitik, des Vertriebs, des kaufmännischen Umfelds und der Vertriebsorganisation;

c) industrielle Politik, u.a. hinsichtlich der Politik in Sachen Investitionen und Produktion;

d) Management der Qualität der Erzeugnisse;

e) Umweltmanagement und nachhaltige Entwicklungsstrategie, mit Ausnahme der Umweltverträglichkeitsprüfungen;

f) Organisation und Management, u.a. hinsichtlich der Optimierung der innerbetrieblichen Organisation, der Kohärenz des Managements und des Human Resource-Managements;

g) Informatik einschließlich der Entwicklung oder Verbesserung der EDV-Infrastruktur;

h) Übertragung von Betrieben.

**Art. 35** - Die Prämie für Beratungsdienste wird auf 50% des Betrags für das Honorar des zugelassenen Beratungsdienstes begrenzt und darf 12.500 Euro nicht übertreffen.

Der Höchstbetrag des berücksichtigten Honorars beläuft sich auf 620 Euro pro Tag ohne MWSt. Die MWSt. und die eventuellen Fahrtkosten des Beraters gehen zu Lasten des Betriebs.

Der Betrieb wählt den Berater, den er heranziehen möchte, innerhalb einer Liste, die für alle in Art. 34 erwähnten Bereiche die von der in Art. 9, § 2 des Dekrets erwähnten Kommission zugelassenen Berater anführt.

**Art. 36** - Der Betrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular. Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

Innerhalb von vier Monaten nach der Zustellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, zwecks der Durchführung durch den Berater einer vorherigen Studie für eine Höchstdauer von drei Tagen.

Diese Studie zielt darauf ab, eine Gesamtdiagnose des Betriebs aufzustellen, und unter den in Art. 34, 4° angeführten Bereichen, diejenigen zu bestimmen, für die die Beratung stattfinden muss.

**Art. 37** - Innerhalb von vier Monaten nach dem Eingang der in Art. 36 erwähnten Studie fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, dem eine Vereinbarung beigefügt wird, in der die Bereiche bestimmt werden, für die die Beratung stattfindet, und die Höchstdauer der Beratung festgelegt wird. Die Verwaltung stellt dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben zu.

Am Ende der Beratung übermittelt der Betrieb der Verwaltung einen Bericht, in dem die Empfehlungen des Rates und die Aussichten zur Durchführung dieser Empfehlungen angeführt sind.

**Art. 38** - Die Prämie für Beratungsdienste wird dem Betrieb ausbezahlt, nachdem die in Art. 36 erwähnte Studie oder der in Art. 37 erwähnte Bericht, sowie die Rechnungen mit dem Detail der Leistungen des oder der Berater, übermittelt worden sind.

**Art. 39** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann aus den in Art. 20 des Dekrets angeführten Gründen den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, den die Verwaltung dem Betrieb zugestellt hatte, zurückziehen. Die Beitreibung der Prämie wird durch die Verwaltung über alle Rechtswege erzielt, unter Vorbehalt der Anwendung von Absatz 3.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Prämie für Beratungsdienste oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste aufrechterhalten:

1° wenn die Nichtbeachtung der in Art. 20 des Dekrets angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt im Sinne von Art. 21, Absatz 1, 1° des Dekrets zurückzuführen ist;

2° in den in Art. 21, Absatz 1, 2°, des Dekrets erwähnten Fällen, unter der Voraussetzung:

a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;

b) dass die Prämie für Beratungsdienste auf die neue juristische Person übertragen wird und für die Zweckbestimmung, für die sie gewährt worden war, aufrechterhalten wird.

#### *Abschnitt 5 — Die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs*

**Art. 40** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann dem Betrieb, der die in Art. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt, die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs gewähren.

Kleinstbetriebe können eine Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs für eine Dauer von 5 Jahren erhalten.

Klein- und Mittelbetriebe können eine Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs erhalten für eine Dauer:

1° von 3 Jahren, wenn der Betrieb ein Investitionsprogramm durchführt, das die Ausgangsbeschäftigtenzahl aufrecht erhält;

2° von 4 Jahren, wenn der Betrieb ein Investitionsprogramm durchführt, das eine Erhöhung der Ausgangsbeschäftigtenzahl um 10 bis 20% verursacht;

3° von 5 Jahren, wenn der Betrieb ein Investitionsprogramm durchführt, das mit seiner Gründung in Verbindung steht, oder das eine Erhöhung der Ausgangsbeschäftigtenzahl um mehr als 20% verursacht;

4° von höchstens 7 Jahren, für Material und Werkzeuge im Falle der Gründung eines Klein- oder Mittelbetriebs.

Die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs wird gewährt unter der Bedingung, dass der Mindestbetrag der zulässigen Investitionen im Sinne von Art. 6, Absatz 1, 2° erreicht wird.

**Art. 41** - Der Betrieb beantragt die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs nach dem in Art. 11 bis 15 erwähnten Verfahren. Jeglicher Beschluss zur Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs wird der zuständigen Verwaltung zugestellt, die für deren Durchführung sorgt.

**Art. 42** - Im Falle der Nichtbeachtung der Bedingungen für die Gewährung der Freistellung fasst der Minister einen Beschluss zur Annullierung des Beschlusses zur Gewährung der Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs, die die Verwaltung dem Betrieb und der zuständigen, mit deren Durchführung beauftragten Verwaltung, zugestellt hatte.

#### *KAPITEL III — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 43** - Die folgenden Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Art. 32.10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2002 abgeänderten Fassung;

2° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Art. 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 und 21. Mai 1999 abgeänderten Fassung;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung von 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2000, 21. September 2000, 15. Februar 2001 und 10. Januar 2002 abgeänderten Fassung.

**Art. 44** - Der in Art. 43, 1° erwähnte Erlass der Exekutive bleibt jedoch anwendbar für die Anträge auf eine Beschäftigungsprämie betreffend die vor dem 30. Juni 2004 vorgenommenen Einstellungen von Arbeitnehmern.

**Art. 45** - Das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und der vorliegende Erlass treten am 1. Juli 2004 in Kraft.

**Art. 46** - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Mai 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 2332

[2004/201954]

**6 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 21, tweede lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 3, § 9, 4, 5, § 3, 6, 7, 8, 9, § 1, 11, 16, 19, 21 en 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 juli 1994 en 21 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 februari 2000, 21 september 2000, 15 februari 2001 en 10 januari 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 32, tweede lid;

Overwegende dat de regering, rekening houdend met de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling, op nauwgezette wijze de uitgesloten sectoren of sectordelen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen nader bepaalt om de belangen van ondernemingen uit bepaalde deelsectoren die de regering als van wezenlijk belang beschouwt voor de gewestelijke ontwikkeling, niet te schenden;

Overwegende dat de regering, door op algemene wijze de regelgevende voorwaarden bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, te bepalen, doelstellingen nastreeft die verband houden met de effecten die de investeringsprogramma's sorteren op elk onderdeel van de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een minimumfinanciering van de programma's te voorzien, immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden door het streven om de ondernemingen te responsabiliseren in de implementering van hun projecten en door de algemene beginselen verbonden aan het samenvoegen van overheidssubsidies;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een gezonde financiële toestand te verkeren immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden doordat de regering de doelstellingen nastreeft verbonden aan het hoger beginsel van het doelmatig gebruik van overheidsmiddelen;

Overwegende dat de regering bepaalde investeringen die niet beantwoorden aan de doelstellingen van het evenwichtig in overweging nemen van de onderdelen van de duurzame ontwikkeling uit kan sluiten uit de ter zake geldende Europese regels, namelijk de verbondenheid aan grondgebieden die als ontwikkelingsgebieden en gebieden voor het behoud ervan beschouwd worden met het oog op de consolidering en het scheppen van werkgelegenheid;

Overwegende, meer in het bijzonder, dat de bepaling van de uitgesloten investeringen eveneens verklaard wordt door de moeilijkheid om hun intrinsieke waarde en zelfs hun speculatief karakter te beoordelen, evenals door de wil om de innoverende investeringen of, minstens, de investeringen die in een duurzaam perspectief plaatsvinden te bevorderen, alsmede door hun bijkomende rol in de bijdrage tot de uitbating van de onderneming, de wil om te voorkomen dat een incentive aan zijn doel onttrokken wordt, evenals rekening houdend met het feit dat het bedrag van bepaalde incentives feitelijk rechtstreeks geïntegreerd wordt in de prijs waartegen een product ter beschikking van de consument gesteld wordt of door de onderneming terugverdiend wordt;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie N/79/1999 van 25 oktober 2000 waarbij de regionale steunkaart voor België (2000-2006) goedgekeurd wordt;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) nr. AV.1110, gegeven op 15 oktober 2002;

Gelet op het advies nr. A.686 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 21 oktober 2002;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 11 juli 2003 waarbij de steunregeling N/16a/2003 goedgekeurd wordt;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 3 september 2003 waarbij de steunregeling N/16b/2003 goedgekeurd wordt;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 2002 en 9 maart 2004;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003 en 11 maart 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 36.778/2, gegeven op 14 april 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het "decreet" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de "Minister" : de Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s;

3° de "onderneming" : de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3 van het decreet;

4° de "middelgrote onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet;



- 5° de "kleine onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 4, van het decreet;
- 6° de "zeer kleine onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 5, van het decreet;
- 7° de "spin-off" : de kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, § 6, van het decreet;
- 8° de "cluster" : de onderneming bedoeld in artikel 13 van het decreet, voortkomend uit een clusteringstap zoals omschreven in artikel 12 van het decreet;
- 9° de "investeringspremie" : de incentive bedoeld in artikel 6 van het decreet;
- 10° de "werkgelegenheidspremie" : de incentive bedoeld in artikel 7 van het decreet;
- 11° de "kwaliteitsbewakingspremie" : de incentive bedoeld in artikel 8 van het decreet;
- 12° de "premie voor adviesverlening" : de incentive bedoeld in artikel 9 van het decreet;
- 13° de "vrijstelling van de onroerende voorheffing" : de incentive bedoeld in artikel 11 van het decreet;
- 14° het "bestuur" : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 15° de "gemachtigd ambtenaar" : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, namelijk de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van het bestuur waarbij met de afwezigheids- of verhinderingsregels bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dat besluit rekening wordt gehouden;
- 16° de "ontwikkelingsgebieden" : de gebieden omschreven krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en bij artikel 1, 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;
- 17° de "NACE-BEL-code" : de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (tweede uitgave 1998) in één gemaakt Europees verband, opgelegd bij verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993 en bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001;
- 18° de "afgedankte bedrijfsruimte" : een verzameling goeden, hoofdzakelijk bebouwde of onbebouwde onroerende goeden, die de zetel zijn geweest van een bedrijfsactiviteit, waarvan het behoud in de huidige staat strijdig is met de zorgvuldige inrichting van de ruimte zoals omschreven in artikel 167, 1, derde en vierde lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;
- 19° de "oprichting van een onderneming" : de eerste vestiging van een onderneming of een bedrijfszetel in het Waalse Gewest of elke oprichting van een nieuwe rechtspersoon;
- 20° de "ontwikkeling van de onderneming" : de uitbreiding van één of meerdere bestaande bedrijfszetels of de oprichting van een nieuwe bedrijfszetel door een onderneming die reeds minstens één bedrijfszetel in het Waalse Gewest bezit;
- 21° het "aanvankelijke personeelsbestand" : het jaargemiddelde van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst in de bedrijfszetel waarop de aanvraag betrekking heeft, overeenstemmend met het aantal werkeenheden, berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid over de vier kwartalen die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan.

Mocht het de oprichting van een onderneming betreffen waarvan de rekeningen nog niet afgesloten zijn op datum van indiening van de aanvraag, worden de gegevens bedoeld in artikel 3, 3° en 4°, te goeder trouw begroot in de loop van het werkingsjaar.

## HOOFDSTUK II. — *Incentives*

### *Afdeling 1. — De investeringspremie*

**Art. 2.** De Minister kan een investeringspremie toekennen aan de onderneming :

- 1° die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet zoals nader bepaald in artikel 3 vervult;
- 2° waarvan de activiteiten niet ressorteren onder uitgesloten sectoren of sectordelen bedoeld in artikel 4 van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 4;
- 3° die de voorwaarden bedoeld in artikel 5 vervult;
- 4° die een investeringsprogramma bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet voorstelt :
- a) die niet uitgesloten is overeenkomstig artikel 6;
- b) die één van de doelstellingen bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet nastreeft;
- c) die leidt tot de oprichting of de ontwikkeling van een onderneming zoals nader bepaald in artikel 1, 19° en 30°, tot de verhoging van de toegevoegde productiewaarde zoals nader bepaald in artikel 5 of tot de milieubescherming;
- d) met het oog op het behoud of het scheppen van werkgelegenheid.

**Art. 3.** In de zin van het decreet wordt verstaan onder :

- 1° de "bedrijfszetel" : de technische bedrijfseenheid bedoeld in artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 mei 2003 en in artikel 49, tweede lid, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij het uitvoeren van hun werk, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 3 mei 2003;
- 2° het "personeelsbestand" : het jaargemiddelde van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst in de bedrijfszetel waarop de aanvraag betrekking heeft, overeenstemmend met het aantal werkeenheden, berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid over de vier kwartalen die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan;
- 3° de "jaaromzet" : de omzet betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar over twaalf maanden, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat;
- 4° het "jaargemiddelde" : het totaal opgenomen in de balans betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar over twaalf maanden, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat;

5° de "publiekrechtelijke rechtspersoon": de door de overheid opgerichte en gecontroleerde rechtspersoon die eigen bevoegdheden geniet met het oog op het vervullen van een openbaar belang of van specifieke openbare belangen;

6° de "vereniging zonder winstoogmerk": de vereniging bedoeld bij de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

7° de "publieke participatiemaatschappijen": de openbare investeringsmaatschappijen, namelijk de Federale Investeringsmaatschappij, de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen en hun dochtermaatschappijen;

8° de "risicokapitaalmaatschappijen": de investeringsmaatschappijen, natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen met een regelmatige activiteit betreffende de investering in risicokapitaal die middelen, geïnvesteerd in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen en meer bepaald in de vorm van ondergeschikte participaties of leningen, ongeacht het bedrag, ter beschikking van ondernemingen stellen;

9° de "institutionele beleggers": de banken, verzekeringsmaatschappijen, de beleggingsfondsen en de gewestelijke ontwikkelingsfondsen, en op voorwaarde dat die noch individueel noch samen een controle uitoefenen op de onderneming;

10° de "universitaire instellingen": de instellingen bedoeld bij het decreet van 31 maart 2004, tot omschrijving van het hoger onderwijs, waarbij de integratie ervan in de Europese ruimte voor hoger onderwijs bevorderd wordt en de universiteiten, met inbegrip van hun onderzoekscentra, geherfinancierd worden.

**Art. 4.** De onderneming en het investeringsprogramma met betrekking tot de activiteitengebieden die uitgesloten zijn van het voordeel van de premie krachtens artikel 4 van het decreet zijn nader bepaald ten opzichte van de sectoren of sectordelen opgenomen in volgende afdelingen, klassen en onderklassen:

1° 10.10 tot en met 10.30, 11, 12, 23.30, 40.10 en 41 van de NACE-BEL-code;

2° 50.10 tot en met 50.50 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van de investeringen die die ondernemingen gebruiken voor productie- en verwerkingsactiviteiten;

3° 51.11 tot en met 51.19 van de NACE-BEL-code;

4° 52.11 tot en met 52.74 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van de investeringen die die ondernemingen gebruiken voor productie- en verwerkingsactiviteiten;

5° 55.21 tot en met 55.52 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van onderklasse 55.231 van de NACE-BEL-code;

6° 60.10 tot en met 60.23 van de NACE-BEL-code;

7° 63.30 van de NACE-BEL-code;

8° 65 tot en met 70.32 van de NACE-BEL-code;

9° 71.10 tot en met 71.40 van de NACE-BEL-code;

10° 80.10 tot en met 80.42 van de NACE-BEL-code, evenals de activiteiten bestaande uit het verstrekken van opleidingscursussen;

11° 85.11 tot en met 85.32 van de NACE-BEL-code;

12° 92 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van de klassen 92.11, 92.53 en onderklasse 92.332 van de NACE-BEL-code, evenals de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

13° 93 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van onderklasse 93.011 van de NACE-BEL-code;

14° 95 van de NACE-BEL-code;

15° de vrije beroepen of de verenigingen gevormd door die personen;

16° de ondernemingen die parkeergelegenheden uitbaten;

17° de dierenpensions en alles wat verband houdt met gezelschapsdieren;

18° de landbouwbedrijven en de coöperatieve verwerkings- en commercialiseringsvennootschappen die toegang hebben tot landbouwsteun.

De Minister kan de inhoud van de uitgesloten afdelingen, klassen en onderklassen nader bepalen, evenals de begrippen bedoeld onder de punten 2°, 4°, 10°, 12°, 15° tot en met 18° van het eerste lid.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code maakt het vermoeden uit dat de onderneming of diens investeringsprogramma onder dat activiteitengebied ressorteert. De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar wordt toegeschreven niet aan haar activiteitengebied of aan het door haar in het vooruitzicht gestelde investeringsprogramma beantwoordt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te krijgen.

**Art. 5.** De onderneming die de investeringspremie aanvraagt, vervult volgende voorwaarden:

1° de voorwaarde bedoeld in artikel 15 van het decreet naleven;

2° minimum 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich nemen zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegemoetkoming die het karakter van steun heeft in de zin van artikel 87, § 1, van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

3° met uitzondering van de onderneming die niet drie afgesloten boekjaren heeft op het tijdstip waarop de aanvraag wordt ingediend en van de zeer kleine onderneming, het volgende niet vertonen:

a) een bedrijfsverlies hoger dan de afschrijvingen en waardeverminderingen op vestigingskosten, materiële en immateriële vaste activa, tijdens de laatste twee boekjaren die afgesloten zijn voor de indiening van de aanvraag;

b) ten gevolge van verliezen op datum van afsluiting van het boekjaar dat is afgesloten voor de indiening van de aanvraag, nettoactiva die verminderd zijn tot een bedrag dat lager is dan twee derde van het maatschappelijk kapitaal.

Met uitzondering van de middelgrote onderneming die niet drie afgesloten boekjaren heeft op het tijdstip dat de aanvraag wordt ingediend, dient de middelgrote onderneming daarnaast een toegevoegde waarde voort te brengen die minstens gelijk is aan 20 % van haar omzet.

De toegevoegde waarde wordt berekend op grond van het afgesloten boekjaar dat voorafgaat aan het in overweging nemen van het investeringsprogramma bedoeld in artikel 11, eerste lid.

**Art. 6. § 1.** De investeringen worden toegelaten :

1° die betrekking hebben op :

a) gronden en gebouwen, met uitzondering van de operationele leasing voor onroerende goeden uit hun natuur die opgenomen zijn in de balansactiva onder de rubriek "vaste activa";

b) van het nieuw aangekochte materieel en de desbetreffende bijkomende kosten;

c) uitgaven die verband houden met de technologietransfer in de vorm van een octrooiovererving, een octrooi-indiening of een octrooi-behoud, een exploitatievergunning of een vergunning voor gepatenteerde dan wel niet-gepatenteerde technische kennis waarvan de waarde bevestigd wordt door een bedrijfsrevisor;

2° die minstens een als volgt berekend bedrag belopen :

Personneelsbestand	Zeet kleine onderneming	Kleine onderneming	Middelgrote onderneming
Minder dan 10	25.000 euro	50.000 euro	75.000 euro
10 tot minder dan 20		50.000 euro	100.000 euro
20 tot minder dan 30		75.000 euro	125.000 euro
30 tot minder dan 40		100.000 euro	125.000 euro
40 tot minder dan 50		125.000 euro	150.000 euro
50 tot minder dan 75			150.000 euro
75 tot minder dan 100			200.000 euro
100 tot minder dan 125			250.000 euro
125 tot minder dan 150			300.000 euro
150 tot minder dan 175			350.000 euro
175 tot minder dan 200			400.000 euro
200 tot minder dan 250			500.000 euro

3° die, wat betreft de onderneming waarvan de activiteit bedoeld is in artikel 4, 18°, en voor de investeringen bedoeld onder littera c) van punt 1°, 12 % van het totaalbedrag van het investeringsprogramma bedragen, daarin niet inbegrepen het bedrag van de uitgaven bedoeld onder littera c) van punt 1°;

4° die, met uitzondering van de onderneming die drie boekjaren niet afgesloten heeft op het tijdstip waarop de aanvraag wordt ingediend en van de zeer kleine onderneming, 125 % van het gemiddelde van de eventueel op lineaire wijze tegen het normale percentage herberekende afschrijvingen van de drie afgesloten boekjaren die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan, bedragen;

5° die betrekking hebben op octrooien en vergunningen die tegen de afstandswaarde verrekend zijn zonder de boekwaarde te mogen overschrijden, wat betreft de onderneming die alle immateriële activa van een onderneming verwerft waarvan het personeelsbestand lager ligt dan tien personen.

De investeringen bedoeld in het eerste lid, 1°, c), dienen tegen de marktvoorwaarden bij een derde bij de onderneming verworven te worden en in voorkomend geval het voorwerp uit te maken van contractuele waarborgen met een duur die overeenkomt met de afschrijvingsperiode van betrokken investering.

De berekening van het gemiddelde van de afschrijvingen bedoeld in het eerste lid, 4°, kan, in voorkomend geval, berekend worden op grond van de afschrijvingen die door een bedrijfszetel die bij het investeringsprogramma betrokken is, worden doorgevoerd.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 5°, mag de overdrager na afstand nog slechts 25 % van de deelbewijzen of aandelen in de onderneming in handen hebben.

§ 2. De investeringen zijn uitgesloten :

1° die investeringen in onroerende goeden inhouden die door de onderneming niet worden gebruikt voor beroepsdoeleinden binnen de zes maanden volgend op de aankoop of voltooiing ervan;

2° die betrekking hebben tot :

a) het merk, de stock, de goodwill, het klantenbestand, de merknaam, het sleutelgeld, de overname van de huurovereenkomst, de verwerving van participaties;

b) het tweedehands materieel of meubilair behalve indien opnieuw functioneel gemaakt en verwezenlijkt door een zeer kleine onderneming die zich voor het eerst vestigt of indien aangekocht door een onderneming bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 5°;

c) het opnieuw functioneel gemaakt materieel;

d) het werfmaterieel voor de ondernemingen waarvan de activiteiten opgenomen zijn onder afdeling 45 van de NCAE-BEL-code, met uitzondering van de zeer kleine onderneming voorzover dat materieel hoofdzakelijk in het Waalse Gewest gebruikt wordt;

e) materieel of meubilair voor tentoonstellingen en demonstraties;

f) rollend materieel waarvan het laadvermogen gelijk is aan of lager is dan 3,5 ton en het materieel voor personenvervoer;

g) het vervoermaterieel in de sectoren bedoeld in de klassen 60.10 tot en met 60.30 van de NACE-BEL-code;

h) de luchtschepen;

i) de gronden en gebouwen die door de ondernemingen zijn aangekocht van één van haar bestuurders, aandeelhouders of een rechtspersoon die deel uitmaakt van dezelfde groep als de onderneming;

j) de verpakkingen met statiegeld;

k) de wisselstukken;

l) de portierswoningen;

m) de kijkvilla's of -appartementen en hun meubilair;

n) het materieel, het meubilair of de onroerende goeden die voor verhuur bestemd zijn;

o) het vervangingsmaterieel, -meubilair of de voor vervanging gebruikte onroerende goeden.

De Minister kan de investeringen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 op gedetailleerde wijze nader bepalen.

**Art. 7. § 1.** Het bedrag van de investeringspremie wordt berekend rekening houdend met volgende bestanddelen, gewogen overeenkomstig de artikelen 8 tot en met 10 in percentages van het investeringsprogramma :

- 1° de basistegemoetkoming;
- 2° de doelstelling werkgelegenheidscreatie;
- 3° de kwaliteit van de werkgelegenheid;
- 4° het belang van de activiteit;
- 5° de verwezenlijking van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte.

§ 2. De doelstelling werkgelegenheidscreatie wordt beoordeeld in functie van het aanvankelijke personeelsbestand zonder rekening te houden met :

1° in de gevallen van fusie-, splitsings- en filialiseringsverrichtingen, met de personeelsleden die overgeheveld worden van de onderneming die op het tijdstip waarop de nieuwe rechtspersoon tot stand komt, reeds bestond;

2° met de personeelsleden die tewerkgesteld zijn in een onderneming die minstens 25 % van het kapitaal in handen heeft of een controlemacht uitoefent in de onderneming die de investeringspremie aanvraagt, evenals met de personeelsleden die van een onderneming overgeheveld worden die deel uitmaakt van dezelfde groep.

De doelstelling werkgelegenheidscreatie wordt :

- 1° beperkt tot 300.000 euro investeringen per tot stand gebrachte betrekking;
- 2° uiterlijk twee jaar na beëindiging van het investeringsprogramma bereikt gedurende een door de onderneming vastgesteld referentiekwartaal;
- 3° gemiddeld gedurende zestien kwartalen in stand gehouden, met inbegrip van het referentiekwartaal.

§ 3. De kwaliteit van de werkgelegenheid wordt meer bepaald in functie van volgende criteria beoordeeld :

- 1° de vorming van de werknemers;
- 2° de gezondheid, de veiligheid en de werkomgeving;
- 3° de flexibiliteit van het werk, met inbegrip van het evenwicht tussen beroeps- en privé-leven;
- 4° de sociale dialoog en de werknemersparticipatie;
- 5° de gendergelijkheid.

§ 4. Het belang van de activiteit wordt beoordeeld in functie van volgende criteria :

- 1° de innoverende aanpak van de investering, namelijk :
  - a) de verwezenlijking van een spin-off;
  - b) het actief instappen in een clusteraanpak;
  - c) de totstandkoming van een innoverend project;
  - d) het maken van bijzondere inspanningen op het gebied van onderzoek en ontwikkeling;
- 2° de eerste vestiging in het Waalse Gewest of de diversificatie van de activiteit van de onderneming;
- 3° het gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken in de zin van Richtlijn 96/91/EG van 24 september 1996 Richtlijn 96/61/EG van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging omgezet bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;
- 4° de activiteit van de onderneming valt onder één van volgende specifieke activiteitengebieden :
  - a) dienstverlening aan ondernemingen;
  - b) biotechnologie;
  - c) farmaceutica;
  - d) productie en toepassing van nieuwe materialen;
  - e) de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën zoals intelligente informatica, multimedia, telecommunicatie, ontvangst en transmissie;
  - f) lucht- en ruimtevaartnijverheid;
  - g) scheikunde;
  - h) fabricatie van medisch materiaal, wetenschappelijke instrumentatie, optica en procedurecontroles;
  - i) de valorisering van natuurlijke hulpbronnen;
  - j) plastic;
  - k) leefmilieu;
  - l) rationeel energiegebruik;
  - m) agrovoeding;
  - n) vervoer voor de investeringen in ondersteunende logistiek;
  - o) onderzoek en ontwikkeling.

De Minister kan de beoordelingscriteria bedoeld in het eerste lid nader bepalen, meer bepaald door wat de specifieke activiteitengebieden betreft gebruik te maken van de NACE-BEL-code die een vermoeden uitmaakt van de sector of het activiteitengebied waaronder de onderneming valt. De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar wordt toegeschreven niet aan haar activiteitengebied of aan het door haar in het vooruitzicht gestelde investeringsprogramma beantwoordt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te krijgen.

§ 5. De Minister beperkt het bedrag van de investeringspremie :

- 1° in functie van de kapitaalintensiteit van het investeringsprogramma;

2° wat betreft de onderneming die onder de sector vervoer valt, bedoeld in de klassen 60.10 tot en met 60.23 van de NCAE-BEL-code, tot 6,5 % of 15 % van het toegelaten investeringsprogramma al naar gelang het een middelgrote of een kleine onderneming betreft;

3° wat betreft de middelgrote onderneming, tot 18 % in een ontwikkelingsgebied en tot 6,5 % buiten het ontwikkelingsgebied; het maximumpercentage van 18 % kan daarbij overschreden worden met maximum 2 % als de middelgrote onderneming een investering verwezenlijkt in een afgedankte bedrijfsruimte;

4° wat betreft de kleine of zeer kleine onderneming, tot 18 % in het ontwikkelingsgebied en tot 13 % buiten het ontwikkelingsgebied; het maximumpercentage van 18 % kan daarbij overschreden worden met maximum 2 % als de kleine of zeer kleine onderneming een investering verwezenlijkt in een afgedankte bedrijfsruimte.

**Art. 8. § 1.** Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de middelgrote onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 6 %;

2° doelstelling werkgelegenheidscreatie waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° kwaliteit van de werkgelegenheid : van 0 tot 3 %;

4° belang van de activiteit : van 0 tot 4 % in functie van volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %;

5° de verwezenlijking van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %.

§ 2. Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de middelgrote onderneming die buiten het ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 3,5 %;

2° doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 0,5 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 1 %;

3° kwaliteit van de werkgelegenheid : van 0 tot 1 %;

4° belang van de activiteit : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %.

**Art. 9. § 1.** Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de kleine onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 6 %;

2° doelstelling werkgelegenheidscreatie waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 6 %;

3° kwaliteit van de werkgelegenheid : van 0 tot 3 %;

4° belang van de activiteit : van 0 tot 4 % in functie van volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %;

5° de verwezenlijking van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %.

§ 2. Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de kleine onderneming die buiten het ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 4 %;

2° doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 1 %;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 2 %;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 tot 30 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 3 %;

d) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 30 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand : 4 %;  
3° kwaliteit van de werkgelegenheid : 0 tot 2 %;

4° belang van de activiteit : van 0 tot 4 % waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %.

**Art. 10.** § 1. Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de zeer kleine onderneming die in een ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 13 %;

2° eerste vestiging : 3 %;

3° belang van de activiteit : van 0 tot 3 % waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de bestmogelijke beschikbare technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %;

4° de verwezenlijking van een investering in een afgedankte bedrijfsruimte : 2 %.

§ 2. Behoudens de toepassing van artikel 7, § 5, kent de Minister of de gemachtigd ambtenaar de investeringspremie toe aan de zeer kleine onderneming die buiten het ontwikkelingsgebied gelegen is waarbij het bedrag berekend wordt rekening houdend als volgt met de samengevoegde percentages van het toegelaten investeringsprogramma :

1° basistegemoetkoming : 10 %;

2° eerste vestiging : 2 %;

3° belang van de activiteit : van 0 tot 2 % waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

a) innoverende aanpak : maximum 4 %;

b) eerste vestiging in het Waalse Gewest of diversificatie van de activiteit van de onderneming : maximum 2 %;

c) gebruik van de beschikbare bestmogelijke technieken : maximum 4 %;

d) het vallen onder een specifiek activiteitengebied : maximum 2 %.

§ 3. De eerste vestiging bedoeld in de §§ 1 en 2 beantwoordt aan de toestand van een onderneming waarvan de toewijzing van het enig nummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen bedoeld bij de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen tot niet verder teruggaat dan vierentwintig maanden ten opzichte van de indiening van de aanvraag.

Er wordt evenwel geen rekening gehouden voor de berekening van de termijn van vierentwintig maanden met de periodes die de onderneming doorgebracht heeft in de infrastructuur omschreven in artikelen 1, 7 tot en met 9 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

**Art. 11.** De onderneming dient een aanvraag voor een investeringspremie in bij het bestuur voor het haar investeringsprogramma aanvangt. Het bestuur bericht er ontvangst van binnen de vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en stelt de datum voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma vast die overeenstemt met de datum van ontvangst van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid dient de onderneming bij het bestuur een dossier in op basis van een modelformulier.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan op een behoorlijk verantwoord verzoek van de onderneming de termijn bedoeld in het tweede lid verlengen.

**Art. 12.** Het bestuur kan binnen de drie maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier een verzoek aan de onderneming richten betreffende de ontbrekende inlichtingen en haar daarbij een termijn van één maand gunnen om het dossier volledig te maken.

Indien de onderneming de door het bestuur verzochte inlichtingen niet binnen één maand heeft overgemaakt, wordt haar een aangetekend schrijven gericht waarbij haar een nieuwe termijn van één maand toegekend wordt. Als die termijn eenmaal verstreken is, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie, waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven.

Indien de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, a), niet naleeft, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de investeringspremieaanvraag, waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven. Die beslissing gaat in te rekenen van de ontvangst ervan door de onderneming en wordt beëindigd te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van de twee navolgende boekjaren dat een positieve bruto-autofinancieringsmarge vertoont.

Indien de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, a), niet naleeft, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de investeringspremieaanvraag, waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven. Die beslissing gaat in te rekenen van de ontvangst ervan door de onderneming en wordt beëindigd te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van de twee navolgende boekjaren dat nettoactiva vertoont die hoger zijn dan twee derde van het maatschappelijk kapitaal.

Indien de onderneming niet binnen een termijn van vierentwintig maanden te rekenen van de beslissing tot opschorting bedoeld in het derde of het vierde lid een nieuwe financiële of balansoestand voorlegt die beantwoordt aan de kenmerken omschreven in het derde en vierde lid, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven.

**Art. 13.** Voor elke beslissing tot toekenning van de investeringspremie en na een behoorlijk verantwoorde aanvraag van de onderneming kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar investeringen aanvaarden die het investeringsprogramma verder aanvullen of toelaten dat het toegelaten investeringsprogramma gewijzigd wordt.

**Art. 14.** Het investeringsprogramma vangt aan binnen een termijn van zes maanden ingaand te rekenen van de datum bedoeld in artikel 11, eerste lid, waarop het in overweging wordt genomen en wordt verwezenlijkt binnen een termijn van vier jaar die op diezelfde datum ingaat.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan na een behoorlijk verantwoord verzoek van de onderneming de termijnen bedoeld in het eerste lid verlengen.

**Art. 15.** Binnen de vier maanden die al naar gelang het geval volgen op de ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 11, tweede lid, van de ontbrekende inlichtingen bedoeld in artikel 12, tweede lid, van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 12, derde lid, of van de nieuwe balansoestand bedoeld in artikel 12, vierde lid, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of weigering van de investeringspremie. Daarvan wordt aan de onderneming door het bestuur kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 16.** Indien het toegelaten investeringsprogramma lager is dan of gelijk is aan 250.000 euro of indien de duur van de verwezenlijking lager is dan twaalf maanden, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing een aanvraag in voor de vereffening van de investeringspremie waarin het bewijs begrepen is dat het investeringsprogramma volledig verwezenlijkt en betaald is en dat het volgende nageleefd is :

1° de fiscale en sociale wet- en regelgeving;

2° de leefmilieuwet- en -regelgeving;

3° de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie. Om te onderzoeken of de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, b), naleeft, wordt de investeringspremie in overweging genomen in de berekening, in verhouding tot het totaal van het reeds vereffend bedrag, in voorkomend geval, voor de vorige schijven en van het bedrag dat te vereffenen valt voor de betrokken schijf;

4° de doelstelling werkgelegenheidscreatie vastgesteld in de toekenningsbeslissing;

5° de regel bedoeld in artikel 5, 2°.

Indien de bewijzen dat wet- en regelgeving nageleefd zijn, en de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 3° en 5° niet verstrekt zijn, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de vereffening van de investeringspremie tijdens een duur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft kennis van die beslissing aan de onderneming waarbij het haar gelast zich op de wijze en in de termijn die met het bevoegde bestuur overeengekomen is, te schikken naar de wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, evenals naar de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3° en 5°.

Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft dat zij de wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, evenals de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3° en 5° naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de investeringspremie waarvan het bestuur kennis heeft gegeven, in. Behoudens de toepassing van artikel 18, vordert het bestuur de premie overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 terug.

**Art. 17. § 1.** Indien het toegelaten investeringsprogramma meer dan 250.000 euro bedraagt en indien de duur van de verwezenlijking ervan meer bedraagt dan één jaar, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing, een aanvraag in tot vereffening van een eerste schijf van 50 % van de investeringspremie, en tegelijk toont zij aan :

1° dat 40 % van het investeringsprogramma verwezenlijkt en betaald is, of zij dient een modelattest, beschikbaar bij het bestuur, in, oprecht en waar verklaard door een bedrijfsrevisor, een accountant of een erkend boekhouder om aan te tonen dat 40 % van het investeringsprogramma verwezenlijkt en betaald is;

2° dat de fiscale en sociale wet- en regelgeving nageleefd wordt;

3° dat de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie nageleefd zijn. Om te onderzoeken of de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, b), naleeft, worden de 50 % van de investeringspremie in de berekening in overweging genomen;

4° dat in voorkomend geval de doelstelling werkgelegenheidscreatie vastgesteld in de toekenningsbeslissing vervuld is.

Indien niet aangetoond wordt dat wet- en regelgeving worden nageleefd, noch de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 3°, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de vereffening van de investeringspremie tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de vereffeningaanvraag en het bestuur geeft bij aangetekend schrijven kennis van die beslissing aan de onderneming waarbij het haar gelast om zich op de wijze en binnen de termijn die met het bevoegde bestuur overeengekomen zijn, wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 2°, evenals de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3°, na te leven.

Als de termijn bedoeld in het tweede lid eenmaal verstreken is, en indien de onderneming niet aangetoond heeft dat zij wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, evenals de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3°, naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie waarvan het bestuur de onderneming kennis heeft gegeven, in. Behoudens de toepassing van artikel 18, verhaalt het bestuur de premie overeenkomstig de bepalingen van artikel 19.

§ 2. Als het toegelaten investeringsprogramma meer bedraagt dan 250.000 euro en indien de duur van de verwezenlijking ervan meer bedraagt dan één jaar, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing, een aanvraag in tot vereffening van het saldo van de investeringspremie, waarbij zij aantoont :

- 1° dat het investeringsprogramma volledig is verwezenlijkt en betaald;
- 2° dat de fiscale en sociale wet- en regelgeving is nageleefd; dat de leefmilieuwet- en -regelgeving is nageleefd;
- 3° dat de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot vereffening van de investeringspremie zijn nageleefd. Om te onderzoeken of de onderneming de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 3°, b), naleeft, worden de 50 % van de investeringspremie in de berekening in overweging genomen;
- 4° dat in voorkomend geval de doelstelling werkgelegenheidscreatie vastgesteld in de toekenningsbeslissing is verwezenlijkt;
- 5° dat de regel bedoeld in artikel 5, 2°, is nageleefd.

Indien de bewijzen bedoeld in het eerste lid niet worden verstrekt, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de uitbetaling van het saldo van de investeringspremie tijdens een maximumduur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft kennis van die beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de onderneming en gelast haar om zich te schikken naar de voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming niet heeft aangetoond dat zij de voorwaarden bedoeld in het eerste lid naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie, waarvan het bestuur aan de onderneming kennis gegeven heeft bij aangetekend schrijven, in. Behoudens de toepassing van artikel 18, vordert het bestuur de premie overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 terug.

Het bestuur houdt in voorkomend geval om te controleren of de doelstelling werkgelegenheidscreatie ter hoogte van maximum 10 % van die doelstelling gehaald is, rekening met het personeel dat in dienst genomen is met een arbeidsovereenkomst in de zin van artikel 7 van de wet van 24 juli 1987 op het de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Na vereffening van de gehele premie maakt de onderneming elk kwartaal de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de zestien kwartalen volgend op het beëindigen van de verwezenlijking van het investeringsprogramma of volgend op de datum waarop de doelstelling werkgelegenheidscreatie gehaald moet worden, aan het bestuur over. De Minister kan de onderneming ervan vrijstellen om die gegevens over te maken indien het bestuur toegang tot die gegevens heeft.

**Art. 18.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de investeringspremie in stand houden :

1° in geval van niet-naleving die toe te schrijven is aan een geval van overmacht omschreven in artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet, van de voorwaarden bedoeld in artikel 16 van het decreet en 2 van dit besluit of omschreven in de beslissing tot toekenning van de investeringspremie;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet op voorwaarde :

- a) dat de economische bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt;
- b) dat de investeringspremie en de daarop betrekking hebbende investeringen naar de nieuwe rechtspersoon overgedragen worden en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend;
- c) dat, bij ontslagen, begeleidingsmaatregelen bepaald worden;

3° in geval van een voorafgaandelijke aanvraag van de onderneming met betrekking tot het overdragen of de wijziging van bestemming of van de voorwaarden voor het gebruik van de investeringen.

**Art. 19.** In geval van intrekking van de beslissing tot toekenning van de investeringspremie wordt die premie op initiatief van het bestuur door alle rechtsmiddelen teruggevorderd.

In geval van gedeeltelijke intrekking van de beslissing tot toekenning van de investeringspremie die plaatsvindt voor de vereffening van de gehele premie, wordt het onverschuldigde gedeelte van de investeringspremie, voor zover zij niet meer bedraagt dan het nog te vereffenen saldo, van de vereffening van één of meerdere nog te betalen schijven afgetrokken.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan in de gevallen waarin de feiten die tot de terugvordering van de premie aanleiding geven hun oorsprong niet vinden in een fout of een vrijwillige daad van de onderneming of de aandeelhouders ervan, de terugvordering van de investeringspremie beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin het goed waarvoor de premie is toegekend daadwerkelijk is gebruikt en het aantal jaar bepaald in artikel 17 van het decreet, evenwel zonder dat er minder dan twee jaar verstreken mogen zijn sinds het einde van de verwezenlijking van het investeringsprogramma tot en met de dag waarop de gebeurtenis, die de opheffing van de investeringspremie plaatsvond, verantwoordde.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan geheel of gedeeltelijk van de terugvordering van de investeringspremie afzien indien de kosten die daaraan verbonden zijn hoger dreigen te zijn dan het bedrag dat teruggevorderd dient te worden.

#### Afdeling 2. — Werkgelegenheidspremie

**Art. 20.** De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan, rekening houdend met de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de de minimis-steun, de werkgelegenheidspremie toekennen aan de zeer kleine onderneming :

- 1° die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 3, naleeft;
- 2° waarvan de activiteiten niet onder uitgesloten sectoren of sectordelen zoals nader bepaald in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12°, vallen;
- 3° die aantoont dat zij de fiscale en sociale wet- en regelgeving naleeft;
- 4° die zelfs zonder investeringen uit te voeren, een netto-jobcreatie doorvoert.

Onder netto-jobcreatie wordt het bijkomend personeel verstaan bepaald door de vergelijking tussen het gemiddelde van de werknemers die door de zeer kleine onderneming te werk gesteld worden in de loop van de vier daarop volgende kwartalen en de vier kwartalen die voorafgaan aan het referentiekwartaal bedoeld in artikel 22.



Voor de bepaling van het bijkomend personeel wordt geen rekening gehouden met de personeelsleden die door ondernemingen te werk gesteld zijn die minstens 25 % van het kapitaal in handen hebben of een controlemacht uitoefenen in de zeer kleine onderneming die de werkgelegenheidspremie aanvraagt.

**Art. 21.** Het bedrag van de werkgelegenheidspremie wordt vastgesteld op 3.250 euro per tot stand gekomen betrekking of op 5.000 euro voor de eerste werknemer, namelijk de persoon die in dienst is genomen met een arbeidsovereenkomst die hem aan de zeer kleine onderneming verbindt, berekend als werkeenheid.

Het aantal werkgelegenheidspremies wordt beperkt tot het bijkomend personeel dat het personeelsbestand met minder dan tien betrekkingen verhoogt.

**Art. 22.** De zeer kleine onderneming dient per kwartaal een aanvraag tot een werkgelegenheidspremie bij het bestuur in middels het bij het bestuur beschikbare modelformulier, uiterlijk de achttiende maand volgend op het kwartaal waarin de betrekking(en) tot stand is (zijn) gekomen, hierna "referentiekwartaal" genoemd.

Het bestuur bericht ontvangst van de aanvraag tot een werkgelegenheidspremie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

**Art. 23.** In de vier maanden na afgifte van het bericht van ontvangst treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of weigering van de werkgelegenheidspremie. Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven kennis gegeven.

**Art. 24.** De werkgelegenheidspremie wordt in een schijf vereffend nadat de zeer kleine onderneming aangetoond heeft dat zij het bijkomend personeel in stand houdt in de loop van de vier kwartalen volgend op het referentiekwartaal door de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of een attest opgesteld door een sociaal secretariaat, erkend door het Ministerie van Sociale Zaken, voor te leggen. De Minister kan de onderneming ervan vrijstellen om die gegevens over te maken indien het bestuur toegang tot die gegevens heeft.

**Art. 25.** Het bestuur gaat op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of een attest opgesteld door een sociaal secretariaat, erkend door het Ministerie van Sociale Zaken, na of het bijkomend personeel in stand is gehouden tijdens de acht kwartalen volgend op het referentiekwartaal. De Minister kan de onderneming ervan vrijstellen om die gegevens over te maken indien het bestuur toegang tot die gegevens heeft.

Bij ontstentenis trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de werkgelegenheidspremie waarvan het bestuur aan de onderneming kennis gegeven heeft, in. Behoudens de toepassing van het derde lid, vordert het bestuur de werkgelegenheidspremie overeenkomstig artikel 26 terug.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de werkgelegenheidspremie in stand houden :

1° in geval van niet-naleving, die toe te schrijven is aan een geval van overmacht omschreven in artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet, van de voorwaarden bedoeld in artikel 20;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet op voorwaarde :

a) dat de economische bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt;

b) dat de werkgelegenheidspremie overgeheveld wordt naar de nieuwe rechtspersoon.

**Art. 26.** In geval van intrekking van de beslissing tot toekenning van de werkgelegenheidspremie vindt de terugvordering ervan op initiatief van het bestuur plaats via alle rechtsmiddelen.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de werkgelegenheidspremie indien de kosten die aan die terugvordering verbonden zijn, hoger dreigen te zijn dan het terug te vorderen bedrag.

### Afdeling 3. — Kwaliteitsbewakingspremie

**Art. 27.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een kwaliteitsbewakingspremie toekennen aan de onderneming :

1° die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet zoals nader bepaald in artikel 3 naleeft;

2° waarvan de activiteiten niet onder uitgesloten sectoren of sectordelen zoals nader bepaald in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12° en 15°, vallen;

3° die aantoonde dat de fiscale en sociale wet- en regelgeving nageleefd wordt;

4° die, zonder zelf investeringen te verrichten, acties uitvoert die gunstig zijn voor het tot stand brengen van een kwaliteitsbeheerssysteem zoals stappen inzake kwaliteitscertificering en kwaliteitsmanagement.

**Art. 28.** De kwaliteitsbewakingspremie wordt beperkt tot 5.000 euro.

Zij dekt geheel of gedeeltelijk, met uitzondering van de activiteiten bedoeld in Afdeling IV, de kosten :

1° verbonden aan de aankoop van studies;

2° verbonden aan certificeringstappen, met inbegrip van het opstellen van aangepaste handboeken;

3° verbonden aan de immobilisering van het personeel dat aan de actie deelneemt tot en met het totaal van de kosten bedoeld onder de punten 1° en 2°.

**Art. 29.** De onderneming dient een aanvraag voor een kwaliteitsbewakingspremie bij het bestuur in middels een modelformulier dat bij het bestuur beschikbaar is. Het bestuur bericht er ontvangst van binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van de aanvraag.

**Art. 30.** Binnen de vier maanden na afgifte van het ontvangstbericht treft de Minister of de gemachtigd bestuurder een beslissing tot toekenning of weigering van de investeringspremie.

Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming kennis gegeven bij aangetekend schrijven.

**Art. 31.** De kwaliteitsbewakingspremie wordt door het bestuur aan de onderneming vereffend in één schijf, op grond van facturen of kostenramingen zoals bedoeld in artikel 28, tweede lid, 2° en 3°.

**Art. 32.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar trekt wegens de gronden bedoeld in artikel 20 van het decreet of in geval van niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 27 de beslissing in tot toekenning van de kwaliteitsbewakingspremie waarvan het bestuur aan de onderneming kennis heeft gegeven en die behoudens de toepassing van artikel 33 door het bestuur via alle rechtsmiddelen teruggevorderd is.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan geheel of gedeeltelijk van de terugvordering van de kwaliteitsbewakingspremie afzien indien de kosten die aan die terugvordering verbonden zijn, hoger dreigen te zijn dan het terug te vorderen bedrag.

**Art. 33.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de kwaliteitsbewakingspremie in stand houden :

1° in geval van niet-naleving, die toe te schrijven is aan een geval van overmacht bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet, van de voorwaarden bedoeld in artikel 20 van het decreet;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet op voorwaarde :

a) dat de economische bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt;

b) dat de kwaliteitsbewakingspremie naar de nieuwe rechtspersoon overgeheveld wordt en in stand gehouden wordt in de bestemming waarvoor ze is toegekend.

#### *Afdeling 4. — Premie voor adviesverlening*

**Art. 34.** De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan de premie voor adviesverlening toekennen aan de onderneming waarvan het personeelsbestand de 100 werknemers niet overschrijdt en :

1° die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet zoals nader bepaald in artikel 3 naleeft;

2° waarvan de activiteiten niet onder uitgesloten sectoren of sectordelen zoals nader bepaald in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12° en 15° vallen;

3° die aantoonbaar dat zij de fiscale en sociale wet- en regelgeving naleeft;

4° die zonder zelf de investeringen te verwezenlijken een beroep doet op adviesverlening op één van de volgende gebieden :

a) financieel beheer, met inbegrip, meer bepaald, van de volgende aspecten : rendabiliteit, financieel evenwicht, kostprijs, prijs, vooruitzichten, het opstellen van situatieoverzichten, evenals de betrekkingen met de leveranciers en het voorraadbeheer;

b) commercieel beheer, met inbegrip, meer bepaald, van productbeleid, distributiebeleid, commerciële omgeving en verkooporganisatie;

c) industriebeleid, met inbegrip, meer bepaald, van investerings- en productiebeleid;

d) productkwaliteitsbeheer;

e) milieubeheer en beheer inzake duurzame ontwikkelingsstrategie, met uitzondering van de milieueffectenstudies;

f) organisatie en management, met inbegrip, meer bepaald, van de optimalisering van de interne organisatie, samenhangend managementbeheer en beheer van de menselijke middelen;

g) informatica, met inbegrip, meer bepaald, van de totstandkoming of de verbetering van de informatica-infrastructuur;

h) overdracht van ondernemingen.

**Art. 35.** De premie voor adviesverlening wordt beperkt tot 50 % van het bedrag van het ereloon van de erkende adviseur zonder de 12.500 euro te mogen overschrijden.

Het maximumbedrag van het in overweging genomen ereloon bedraagt 620 euro per dag, belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend. De belasting over de toegevoegde waarde en de eventuele verplaatsingskosten van de adviseur zijn ten laste van de onderneming.

De onderneming kiest de adviseur op wie zij een beroep wenst te doen uit een lijst waarop voor elk gebied bedoeld in artikel 34 de door de commissie bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet erkende adviseurs opgenomen zijn.

**Art. 36.** De onderneming dient een aanvraag tot een premie voor adviesverlening bij het bestuur in aan de hand van een bij het bestuur beschikbaar modelformulier. Het bestuur bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

Binnen de vier maanden na afgifte van het bericht van ontvangst treft de Minister of een gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening met het oog op de verwezenlijking door een adviseur van een voorstudie met een maximumduur van drie dagen.

Die studie heeft tot doel een globale diagnose op te stellen van de onderneming en onder de gebieden bedoeld in artikel 34, 4°, de gebieden aan te geven waarin de adviseur zijn diensten zou moeten aanbieden.

**Art. 37.** Binnen de vier maanden volgend op de ontvangst van de studie bedoeld in artikel 36 treft de Minister of een gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening, waarbij een overeenkomst gevoegd wordt waarin de gebieden worden aangegeven waarin de adviseur zijn diensten aanbiedt en de maximumduur van die diensten.

Het bestuur geeft kennis van de beslissing bij aangetekend schrijven aan de onderneming gericht.

Bij beëindiging van de werkzaamheden van de adviseur maakt de onderneming een verslag aan het bestuur over waarin de aanbevelingen van de adviseur opgenomen zijn, als mede de vooruitzichten voor de toepassing ervan.

**Art. 38.** De premie voor adviesverlening wordt vereffend aan de onderneming na overmaking van de studie bedoeld in artikel 36 of van het verslag bedoeld in artikel 37, evenals van de facturen waarin de prestaties van de adviseur(s) gedetailleerd vermeld worden.

**Art. 39.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan om redenen bedoeld in artikel 20 van het decreet de beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis gegeven is, intrekken. Behoudens de toepassing van het derde lid wordt de premie via alle rechtsmiddelen teruggevorderd.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de premie voor adviesverlening indien de kostprijs verbonden aan die terugvordering hoger dreigt te zijn dan het terug te vorderen bedrag.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening in stand houden :

1° in geval van niet-naleving, die toe te schrijven is aan een geval van overmacht omschreven in artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet, van de voorwaarden bedoeld in artikel 20 van het decreet;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet op voorwaarde :

a) dat de economische bedrijvigheid van de onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt;

b) dat de premie voor adviesverlening overgeheveld wordt naar de nieuwe rechtspersoon en dat ze in stand gehouden wordt in de bestemming waarvoor ze is toegekend.

#### *Afdeling 5. — Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

**Art. 40.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de vrijstelling van de onroerende voorheffing toekennen aan de onderneming die de voorwaarden bedoeld in artikel 2 vervult.

De zeer kleine onderneming kan in aanmerking komen voor een vrijstelling van de onroerende voorheffing voor een duur van vijf jaar.

De kleine en de middelgrote onderneming kunnen in aanmerking komen voor een vrijstelling van de onroerende voorheffing :

1° voor een duur van drie jaar in het geval dat de onderneming een investeringsprogramma verwezenlijkt dat het aanvankelijke personeelsbestand in stand houdt;

2° voor een duur van vier jaar in het geval dat de onderneming een investeringsprogramma verwezenlijkt dat het aanvankelijke personeelsbestand dat een verhoging van het aanvankelijke personeelsbestand met 10 tot 20 % met zich brengt;

3° voor een duur van vijf jaar in het geval dat de onderneming een investeringsprogramma verwezenlijkt dat verbonden is aan haar oprichting of indien dat programma een verhoging van het aanvankelijke personeelsbestand met meer dan 20 % met zich brengt;

4° voor een maximumduur van zeven jaar voor materieel en werktuigen in geval van oprichting van een kleine of middelgrote onderneming.

De vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt toegekend voorzover het minimumbedrag van de toelaatbare investeringen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 2°, gehaald wordt.

**Art. 41.** De onderneming vraagt het voordeel van de vrijstelling van de onroerende voorheffing aan volgens de procedure bedoeld in de artikelen 11 tot en met 15. Van elke beslissing tot vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt kennis gegeven aan het bevoegde bestuur dat er de uitvoering van op zich neemt.

**Art. 42.** Bij niet-naleving van de voorwaarden voor de toekenning van de vrijstelling treft de Minister een beslissing tot vernietiging van de beslissing tot toekenning van de vrijstelling van de onroerende voorheffing waarvan het bestuur aan de onderneming en aan het bevoegde bestuur dat er de uitvoering van op zich neemt kennis heeft gegeven.

#### *HOOFDSTUK III. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 43.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2002;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 juli 1994 en 21 mei 1999;

3° het besluit van de Waalse regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 februari 2000, 21 september 2000, 15 februari 2001 en 10 januari 2002.

**Art. 44.** Het executievebesluit bedoeld in artikel 43, 1°, blijft evenwel geldig voor de aanvragen voor tewerkstellingspremies betreffende de indienstnemingen van werknemers die vóór 30 juni 2004 plaatsvinden.

**Art. 45.** Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en dit besluit treden in werking op 1 juli 2004.

**Art. 46.** De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

---

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2333

[2004/201950]

#### **6 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 10 modifié par la loi du 5 août 1978 et le décret du 25 juin 1992 et 17;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 3, § 1<sup>er</sup>, et § 3, 4, 5, § 4, 6, 11, 12, 15 à 18;